

PRE

## LA GRANDE ILLUSION. QUAND LA FRANCE PERDAIT LA PAIX, 1914-1920

Georges-Henri Soutou

Paris, Tallandier, 2015, 384 pages

## LA FIN DE L'EMPIRE DES TSARS. VERS LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE ET LA RÉVOLUTION

Dominic Lieven

Genève, Éditions des Syrtes, 2015, 504 pages

Parmi les nombreuses publications récentes consacrées à la Première Guerre mondiale, les ouvrages de Georges-Henri Soutou et Dominic Lieven méritent une attention particulière. Ils apportent, l'un et l'autre, deux synthèses de nature différente, qui enrichissent le débat historiographique toujours controversé sur les origines de la guerre, tout en ouvrant des perspectives très utiles à notre compréhension de la situation actuelle. Appelés à devenir des références pour les historiens de cette période, ces deux ouvrages devraient intéresser un public plus large, dans la mesure où ce sont aussi des réflexions originales sur le (dys)fonctionnement du système international. Ce sont aussi deux bonheurs de lecture.

Professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université de Paris-Sorbonne et membre de l'Académie des sciences morales et politiques, Georges-Henri Soutou retrouve une période à laquelle il avait consacré sa thèse de doctorat d'État<sup>1</sup>. Visiblement agacé par les ravages de « l'histoire vue d'en bas » sur l'historiographie actuelle de la Grande Guerre, Georges-Henri Soutou adopte résolument une approche politico-stratégique focalisée sur les décideurs, afin de proposer une « histoire vue d'en haut », destinée à contrecarrer une dérive mémorielle « quelque peu voyeuriste ». Son ouvrage s'intéresse aux intentions et aux mécanismes de décision et, en ce sens, cherche à susciter la réflexion plutôt que l'émotion. Ce pari est largement gagné, d'autant que l'ouvrage analyse, archives à l'appui, la dialectique entre buts de guerre et manœuvres confidentielles en vue d'éventuelles négociations de paix. Cette dialectique permet à l'historien de proposer une interprétation renouvelée des orientations politiques, géopolitiques, idéologiques et économiques des parties en présence, mais surtout de souligner les responsabilités de la France dans le déclenchement du conflit. De nombreux enseignements peuvent être tirés de cette recherche, qui mêle histoire des relations internationales et histoire diplomatique (à travers, par exemple, les pourparlers entre Émile Haguenin et Harry Kessler). Nous en retiendrons deux principaux.

Premier enseignement : le cadre conceptuel des décideurs français. Ce petit groupe fut, tout au long du conflit, soumis à un jeu complexe d'options. La conception dominante était celle du « concert européen », principe traditionnel selon lequel les grandes puissances se concertaient entre elles en permanence afin d'ajuster leurs intérêts. Or, la montée en puissance de l'Allemagne remet en cause les équilibres et inquiéta Londres, Paris et Moscou. Georges-Henri Soutou montre que les

---

1. G.-H. Soutou, *L'Or et le Sang. Les buts de guerre économiques de la Première Guerre mondiale*, Paris, Fayard, 1989.

décideurs français élaborèrent des objectifs de guerre bien plus ambitieux que la reprise de l'Alsace-Lorraine. Ils partagèrent avec Moscou l'ambition de redessiner la carte de l'Europe en anticipant la chute de l'empire austro-hongrois. Dès 1912, il était entendu qu'une guerre « avec l'appui d'une Russie de plus en plus puissante » permettrait de remporter une victoire décisive contre l'hégémonisme du militarisme prussien : « mais comme l'action de ce groupe est restée à l'époque très secrète, les Français ont été convaincus qu'ils avaient été injustement attaqués par l'Allemagne », rendant ainsi possible l'Union sacrée.

Second enseignement : le changement de pied diplomatique de Paris au cours du conflit. Georges-Henri Soutou pointe le rôle clé joué par le trio Poincaré-Delcassé-Paléologue, par lequel passèrent toutes les relations franco-russes. S'appuyant sur les travaux de Sean McMeekin<sup>2</sup>, il estime que l'alliance franco-russe a été le « facteur déterminant » dans le processus conduisant à la guerre et le « nœud du problème ». En juillet 1914, Moscou apporta son soutien immédiat à la Serbie ; Paris ne lui donna aucun conseil de modération par souci de ne pas compromettre l'alliance franco-russe. La mécanique des alliances obligea à la mobilisation. Sur le plan politico-militaire, l'alliance franco-russe ne produisit pas les effets escomptés, alors que l'entente franco-anglaise ne cessa de gagner en substance. Dès 1915, Paris se mit à craindre que Moscou ne fasse le choix d'une paix séparée. L'année 1916 marqua une rupture fondamentale, non seulement sur le plan militaire – les Britanniques introduisant enfin la conscription – mais surtout sur le plan diplomatique, avec la mise en place d'un conseil politique interallié. « La guerre avait été au départ une affaire essentiellement franco-russe : elle devenait franco-britannique. » Ce changement de partenaire principal au cours de la guerre introduisit « un facteur à long terme, de portée structurelle », renforcé par l'entrée en guerre des États-Unis en avril 1917 comme « puissance associée ». L'arrivée au pouvoir de Clemenceau en novembre 1917 accentua cette « entente étroite, intime, avec Londres et Washington », déjà présentée, dans certains documents, comme une « alliance atlantique ».

Avec Dominic Lieven, l'historiographie britannique est à son meilleur. Longtemps professeur à la London School of Economics, l'auteur est aujourd'hui Senior Research Fellow à l'université de Cambridge et Fellow de la British Academy. Les points de contact entre les deux ouvrages sont nombreux, notamment sur la question des nationalités, et en particulier sur l'Ukraine. Pour Dominic Lieven, l'Ukraine a joué un rôle de tout premier plan dans le déclenchement du conflit car, sans elle, la Russie n'aurait jamais pu se hisser au rang de grande puissance. Si la Russie n'avait pas été une grande puissance, alors « la domination allemande de l'Europe aurait été presque certaine ». Contrairement à une idée reçue, la Première Guerre mondiale aurait avant tout été un conflit est-européen. Ce changement de perspective place évidemment la Russie en position centrale. C'est ce qui rend l'approche passionnante pour des lecteurs français.

Après un tour du monde à la veille du conflit (dont la France est la grande absente), Dominic Lieven se livre à une anatomie de l'empire russe qui est un modèle du

---

2. S. McMeekin, *The Russian Origins of the First World War*, Cambridge, Belknap Press of Harvard University Press, 2011. Georges-Henri Soutou en a fait une critique dans *Politique étrangère*, Paris, Ifri, vol. 78, n° 2, été 2013, p. 185-187.

genre. Il fait ressortir les traits fondamentaux d'une politique étrangère qui devait permettre de rattraper le retard économique dont le gouvernement russe avait pris la mesure lors de la guerre de Crimée (1854-1856). L'appareil diplomatique russe fait l'objet d'une fine analyse, qui croise portrait de générations et trajectoires individuelles, permettant ainsi au lecteur de découvrir un univers avec ses propres règles de fonctionnement intellectuel et de conditionnement social. Le cœur de la politique russe résidait alors dans l'alliance avec la France. Les conceptions géopolitiques des principaux décideurs sont passées au crible, ainsi que les multiples influences intellectuelles (comme l'ouvrage de Jean de Bloch, *La Guerre de l'avenir*, 1898) qui s'exerçaient sur eux. On saisit alors l'outillage mental des hommes qui entouraient Nicolas II, toujours prêt à se sacrifier pour ce qu'il percevait comme la « cause russe ».

Dominic Lieven revient sur l'émergence de la Triple Entente (1904-1909) à la suite de la défaite russe contre le Japon, avant d'analyser en détail l'enchaînement de crises (1909-1913) qui conduisit à la conflagration générale. Selon lui, la politique française, avec la nomination de Delcassé comme ambassadeur à Saint-Pétersbourg en 1913, suivait une orientation plus dure que celle de la Russie envers l'Allemagne. Au cours de cette période, grâce notamment au rapport de Piotr Dournovo, les élites russes prirent conscience qu'une défaite militaire entraînerait une révolution. Le chapitre final examine les liens entre guerre, révolution et chute de l'empire : la dynastie des Romanov sombra en quelques jours « sans faire de bruit, parce que les Russes, dans leur majorité, n'avaient aucune envie de se battre pour elle ». Dominic Lieven conclut en indiquant que les deux Guerres mondiales en Europe furent essentiellement une lutte entre l'Allemagne et la Russie pour le contrôle du centre et de la partie orientale du continent.

On gagne à lire ces deux ouvrages en parallèle, pour comprendre le rôle joué par la France et la Russie aux deux extrémités du continent européen, et leurs rôles respectifs dans le déclenchement, le déroulement et le règlement du conflit. Basés sur un travail d'archives et une complète maîtrise historiographique, ils identifient des ressorts historiques qui jouent encore. Comme pour l'Ukraine.

**Thomas Gomart**  
directeur de l'Ifri

## RELATIONS INTERNATIONALES

---

### DIX CONCEPTS SOCIOLOGIQUES EN RELATIONS INTERNATIONALES

Sous la direction de Guillaume Devin  
Paris, CNRS Éditions, 2015,  
224 pages

Les relations internationales sont un fait social comme un autre et peuvent à ce titre faire l'objet d'une analyse sociologique. Voici la thèse simple mais stimulante d'un ouvrage qui, en quelques pages, se propose de promouvoir le projet épistémologique déjà porté par Guillaume Devin dans de précédents écrits.

Selon les auteurs, le recours à la théorie sociologique se justifierait par les manques de «la théorie des relations internationales», dont la nature idéologique ne fournirait plus l'appareil analytique nécessaire pour comprendre les logiques d'action de nos contemporains. Ils s'appliquent donc à constituer un corpus de références canoniques (Durkheim, Weber, Bourdieu, etc.) qui, dans un même mouvement, légitime la sociologie comme un cadre théorique alternatif, et les relations internationales comme un terrain privilégié de la recherche sociologique.

L'essai de Delphine Placidi-Frot sur la rationalité donne un bon aperçu de cette lecture pédagogique qui ne se prive pas d'une certaine expérimentation épistémologique.

La théorie du choix rationnel (*rational choice theory*) postule la rationalité de l'individu et la prévalence de calculs préférentiels coûts/bénéfices dans ses comportements. À ce titre, la rationalité apparaît centrale dans les théories

(néo-)réalistes et (néo-)libérales qui s'appliquent à déconstruire les processus qui déterminent la décision étatique. Selon Placidi-Frot, le retour à la sociologie de Raymond Boudon permet d'en restituer les dimensions cognitive et axiologique, alors que sa dimension purement instrumentale serait largement surestimée par les théories suscitées, où la rationalité ne fait que nourrir une lecture de l'État marquée par l'homogénéité et la stabilité de ses décisions. Ce faisant, on réhabilite les croyances et les valeurs dans le processus décisionnel, mais également les désirs et les sentiments individuels, revalorisant du même coup le caractère erratique des décisions étatiques. Si la démonstration peut parfois tourner court (repartir de Boudon conforte la thèse classique de Graham Allison sur les modalités plurielles et individualisées de la décision, mais en quoi la dépasse-t-on ?), il faut louer la démarche expérimentale, libératrice pour qui souhaite réellement éprouver le projet interdisciplinaire des sciences sociales.

Le recours à la sociologie des relations internationales permet ainsi d'ébaucher une relecture de la division du travail académique traditionnelle entre sociologie et science politique, où la première serait exclusivement dédiée à l'étude des processus sociaux infra-étatiques, et où seule la seconde s'intéresserait aux relations internationales.

Une telle hybridation des «champs» académiques constitue également un apport majeur pour une sociologie contemporaine soucieuse de mieux comprendre les processus sociaux associés à la mondialisation, sans pour autant se limiter ni à la question de la circulation des individus (ou des idées) ni à la seule comparaison statique État

par État. On peut également espérer qu'une telle approche contribue à « armer » le spécialiste des relations internationales (qu'il soit expert, universitaire ou *policy maker*) soucieux de produire des connaissances mobilisables par le plus grand nombre, selon un cadre épistémologique et méthodologique rigoureux.

**Annabelle Allouch**

### LES GUERRES DU PRÉSIDENT

David Revault d'Allonnes

Paris, Le Seuil, 2015, 256 pages

David Revault d'Allonnes, grand reporter au service politique du *Monde*, nous propose dans cet ouvrage une plongée au cœur des relations entre le président de la République et les forces armées. L'auteur analyse bien les ressorts de ce « président aux deux visages » : réticent à la confrontation avec ses partenaires et ses adversaires politiques, mais n'hésitant pas à faire la guerre.

François Hollande n'a pas de penchant naturel pour la chose militaire. Il a fait son service national par nécessité politique et a toujours montré peu d'intérêt pour les sujets de défense. De plus, au cours de sa campagne et au début de son mandat, il a exprimé des réticences quant à l'emploi de la force armée. Il était alors focalisé sur le retrait d'Afghanistan. L'auteur introduit d'ailleurs son propos en évoquant un entretien avec François Hollande au cours duquel ce dernier affirme ne pas vouloir céder à « la tentation de l'aventure extérieure », selon lui une échappatoire commode aux difficultés de la politique intérieure.

Pourtant, quelques semaines après cet échange, l'opération française au Mali

– qui marque « l'entrée en guerre » de François Hollande – était lancée. En effet, la dégradation de la situation dans la boucle de Niger bouscule le calendrier diplomatique. Le 11 janvier 2013, jour de la décision de l'intervention au Mali, est ainsi une date pivot pour le président François Hollande : il prouve qu'il peut trancher. La communication gouvernementale saura mettre cet état d'esprit en valeur. Le président devient « chef de guerre ». En août 2013, François Hollande est proche de déclencher une nouvelle intervention militaire, cette fois en Syrie. Cette dernière ne sera pas lancée mais le président a une fois de plus fait preuve de détermination.

Tout au long de son ouvrage, David Revault d'Allonnes cherche à expliquer le changement d'attitude présidentiel vis-à-vis de l'action armée. En fait, François Hollande y trouve des satisfactions personnelles et politiques. Les « résultats immédiats » qui sont obtenus tranchent avec les délais nécessaires pour obtenir des effets en politique intérieure et l'administration de la défense est aux ordres. Mais ce volontarisme dans les affaires internationales et militaires est aussi le reflet des institutions de la V<sup>e</sup> République : tous les présidents avant lui y ont trouvé un terrain de liberté.

David Revault d'Allonnes dresse aussi le portrait de l'entourage du président dans le domaine de la défense, de ceux qu'il nomme « les faucons du président » : Jean-Yves Le Drian, le général Puga et Cédric Lewandowski. L'auteur décrit très bien l'équilibre délicat entre ces fortes personnalités ainsi que leurs relations avec les Armées et le ministère des Affaires étrangères.

Dans la dernière partie du livre, l'auteur revient sur la lutte contre le terrorisme.

Les trois jours sanglants de janvier 2015 marquent, selon lui, la fin d'un processus de «présidentialisation» de François Hollande qui avait débuté avec la guerre au Mali. S'ensuit, une nouvelle fois, l'emploi de la force armée avec le déploiement de 10 000 militaires sur le territoire national.

Très agréable à lire, fruit d'un excellent travail de journalisme, cet ouvrage est une véritable plongée dans les arcanes du pouvoir et nous éclaire quant aux mécanismes politiques régissant l'emploi de la force armée. On peut seulement regretter que les ressorts de l'intervention en Centrafrique ne soient pas plus décryptés et que la voix des militaires ne soit pas plus présente.

**Rémy Hémez**

### **HOLLANDE L'AFRICAIN**

Christophe Boisbouvier  
Paris, La Découverte, 2015,  
224 pages

François Hollande prône la «doctrine par l'exemple» dans la mise en œuvre de sa politique africaine. Serait-ce un mélange d'héritages réinterprétés, entre Mitterrand et Jospin, d'équilibrisme *ad hoc*, de principes revus à l'aune de la *Realpolitik*? Pour comprendre ce président finalement fort «normal» au regard de ses prédécesseurs, Christophe Boisbouvier revient sur son parcours africain, de ses premiers faits d'armes sous Mitterrand jusqu'à ses difficultés récentes à se démarquer de partenaires africains fort mal élus.

On apprend ainsi que, au cabinet du secrétaire d'État porte-parole du gouvernement, Hollande défend l'intervention Manta au Tchad. En 1996,

il contribue aux efforts du cabinet Mignard pour renégocier en faveur du Tchad son contrat avec Exxon-Shell-Elf. Surtout, représentant du PS auprès de l'Internationale socialiste, il se constitue un premier réseau africain qui, comme son stage de l'ENA en Algérie en 1978, détermine plus sa vision de l'Afrique que ses rares voyages en Somalie et au Sénégal. Sa première vraie décision en matière de politique africaine consiste à soutenir Gbagbo jusqu'en octobre 2004.

Mais l'intérêt du livre ne réside pas d'abord dans ces anecdotes – qui prouvent que, même pour un politique français sans grand intérêt pour l'Afrique, il est difficile de ne jamais s'y confronter. Non, ce qui fascine dans ce livre c'est de voir comment l'Afrique rattrape même ceux qui ne s'y intéressent pas, et comment il est difficile de repenser et renouveler la politique africaine de la France, même ou surtout quand on est un homme «neuf» qui voit dans l'Afrique un espace «où il n'y a que des coups à prendre».

Hollande est élu sans autre politique africaine que : «mettre fin à la Françafrique», aux interventions militaires, aux réseaux et aux relations privilégiées avec des dictateurs. Trois ans après, la France est intervenue au Mali et en Centrafrique. Les réseaux et les intermédiaires n'ont plus officiellement droit de cité, réduisant ainsi le risque de privatisation de la politique africaine de la France. Mais, comme le montre l'auteur, de nouveaux réseaux ou intermédiaires ont pris une importance nouvelle, comme l'Internationale socialiste ou certains avocats, communicants, consultants, ou même compagnies de service de sécurité et de défense proches du président ou de ses ministres. Enfin, alors que le Burkina Faso avait été intelligemment

valorisé par Paris pour affirmer la fin du soutien aux présidents tentés de faire sauter le verrou constitutionnel des deux mandats, cet engagement de principe de Hollande a vite été mis de côté au profit d'une approche moins engagée, voire complice, des régimes en place, surtout quand la question du changement constitutionnel ne s'y pose plus. Quand Le Drian explique à l'auteur qu'il « flirte mais [...] ne couche pas », n'entend-on pas un résumé efficace de cette relation compliquée entre la France de Hollande et ses partenaires africains, auxquels il faut bien payer les services rendus ?

Ainsi lorsque Juppé raillait l'opposition socialiste en lui reprochant de faire « un mauvais copier-coller de la droite », il posait une vraie question : comment faire une autre politique africaine, quand l'obsession reste la « grandeur de la France », cette idée mitterrandienne que « sans l'Afrique il n'y aura pas d'Histoire de France au XXI<sup>e</sup> siècle » ? Christophe Boisbouvier ne répond pas à cette question, mais donne de nombreuses clés pour y réfléchir.

**Aline Leboeuf**

### **LE HARENG DE BISMARCK (LE POISON ALLEMAND)**

Jean-Luc Mélenchon

Paris, Plon, 2015, 208 pages

Le titre de l'ouvrage de Jean-Luc Mélenchon donne le ton. La chancelière Merkel aurait sournoisement invité le président Hollande, en mai 2014, à déguster des « harengs Bismark » dans le port de Stralsund sur le navire *Nordwind*, ce nom n'étant autre que celui « de la dernière offensive en France des armées allemandes

pendant la Seconde Guerre mondiale ». D'emblée, l'auteur rappelle que l'Allemagne a envahi la France trois fois en un siècle, et met le lecteur en garde : depuis l'unification, le modèle allemand ne serait qu'un « mode d'exploitation particulièrement féroce et de brutalisation des populations qui lui tombent sous la main ».

On regrette que l'auteur ne procède pas à une analyse historique plus approfondie, ou à un examen plus objectif des réalités politiques et sociales allemandes. S'il soutient que l'Allemagne unifiée est un « modèle de maltraitance sociale », un « antimodèle de l'écologie » ou un « océan de pauvreté », il aurait aussi pu s'appuyer sur des statistiques et des chiffres démontrant que le pays, après l'unification de 1990 – voulue, et non pas subie, par la population est-allemande – a poursuivi durant des années de considérables efforts pour renouer avec la croissance et le plein-emploi.

Pour Mélenchon, les Allemands ont « instrumentalisé l'OTAN pour leurs propres visées d'expansion » vers l'Est, et ont fait pression sur les pays d'Europe centrale pour qu'ils intègrent l'Alliance atlantique afin de pouvoir dominer le continent. Il occulte ainsi le débat qui s'est développé en Allemagne tout au long des années 1990 autour de l'élargissement de l'OTAN, et les réticences de responsables politiques prenant justement en considération les craintes et les intérêts de sécurité de la Russie. Considérant, par ailleurs, que la vocation défensive de l'OTAN est devenue sans objet, l'auteur pose la question de savoir si « quelqu'un croit sérieusement que la Russie voudrait envahir les pays Baltes ou la Pologne. On se demande bien pour quoi faire ! ». Le député européen fait ainsi fi des enjeux géopolitiques en Europe centrale et orientale, et veut ignorer les multiples déclarations des

dirigeants polonais, ou baltes, depuis des années, sur leurs craintes quant aux visées non de la chancelière Merkel mais du président Poutine.

L'auteur a voulu publier un «pamphlet» provocateur – il s'emporte contre les Allemands, traités de «gros lourds» et de «roublards». Qu'il soit agacé par une Allemagne ayant tendance à vouloir imposer sa politique d'austérité à ses voisins, on peut le comprendre. Mais que les inégalités de performances entre la France et l'Allemagne se soient accentuées depuis une dizaine d'années, et que l'influence de l'Allemagne en matière de gestion rigoriste de la monnaie l'emporte sur celle de la première : voilà des faits, qui ne suggèrent pas de malmenager quelques icônes historiques positives, tel l'ordolibéralisme (*Ordoliberalismus*), l'une des clés du succès de la République fédérale de l'après-guerre – au risque de succomber à des dénigrement, approximations, ou préjugés que l'on croyait dépassés.

Il n'est certes pas interdit de critiquer l'Allemagne contemporaine, Jean-Luc Mélenchon dresse cependant un tableau trop simpliste de ce pays, et il est peu crédible à force de vouloir faire entendre que la France est confrontée, outre-Rhin, à un «monstre». De tels propos ne reviendraient-ils pas en fin de compte à miner l'idée européenne ?

**Stephan Martens**

## GÉOPOLITIQUE DU VATICAN

Jean-Baptiste Noé  
Paris, Presses universitaires de France, 2015, 256 pages

Jean-Baptiste Noé livre ici une synthèse complète et originale de la position du Saint-Siège dans le monde, adoptant

pour en rendre compte une démarche méthodique, progressive, et fructueuse. Cet ouvrage montre aussi comment un État, qui n'a aucun *hard power* et qui a l'un des plus petits territoires dans le monde, pèse grâce à son *soft power* et possède, dans les instances mondiales, un poids et une influence qui n'ont rien à envier à ceux dont disposent les grands pays développés. Un paradoxe que Jean-Baptiste Noé cherche à expliquer dans son ouvrage.

Le cadre intellectuel dans lequel l'auteur s'inscrit est expliqué dès l'introduction avec le rappel de la définition de la géopolitique donnée par Yves Lacoste : «L'analyse des rivalités de pouvoirs sur des territoires de grande et petite tailles.» Jean-Baptiste Noé s'attache aussi à une définition de base, la différence entre l'Église catholique (la communauté des croyants), le Saint-Siège (le gouvernement de l'Église) et le Vatican (un État de 44 hectares à Rome). À la suite de l'introduction, où il énonce sa principale thèse – la géopolitique du Vatican s'inscrit dans «le cadre formateur de la romanité» –, l'auteur divise son analyse en trois parties : les lieux du Vatican, les préoccupations du Vatican, et enfin les idées du Vatican. Chacune de ces étapes permet de rappeler les racines, souvent anciennes, de cette géopolitique, et d'expliquer synthétiquement les tenants et aboutissants des différents thèmes abordés.

Les lieux du Vatican sont multiples, tout à la fois physiques et immatériels. C'est pourquoi Jean-Baptiste Noé évoque successivement sous cet intitulé l'histoire de l'État du Vatican, puis le réseau diplomatique du Saint-Siège, avant d'analyser les différents liens entre le Vatican et le monde. Les préoccupations du Vatican sont ensuite

explicitées : la romanité, l'évangélisation, la préservation de la paix enfin. Dans ce chapitre, il est clair que chaque partie découle intellectuellement de la précédente. Ainsi, la romanité et son extension croissante mènent à l'évangélisation, et cette dernière qui est la propagation des valeurs chrétiennes conduit à la préservation de la paix, au dialogue entre les cultures. Le dernier chapitre, lui aussi séparé en trois parties, couvre les idées du Vatican. Celles-ci sont, pour l'auteur, culturelles, politiques ou économiques. Ce chapitre explique et analyse chaque aspect des fondements théoriques de l'action et de la vision du monde du Saint-Siège.

Comme le montre Jean-Baptiste Noé dès son introduction, on ne peut comprendre un sujet si on ne part pas des faits qui le concernent ni des textes qu'il produit. De cette conviction découle la présence régulière, au fil du texte, de références à des discours pontificaux ou des textes magistériels sur lesquels s'appuient la démonstration et la réflexion de l'auteur. Si ces références peuvent paraître fastidieuses, il n'en demeure pas moins qu'elles sont autant de portes ouvertes sur le Vatican, à partir desquelles un lecteur intéressé pourra approfondir sa connaissance. Dans l'ensemble, cette *Géopolitique du Vatican* est donc un ouvrage très complet, qui permet d'acquérir une bonne vision synthétique du Saint-Siège. Tout au plus peut-on regretter que le catholicisme revendiqué de l'auteur n'ait pas permis une plus grande distance critique vis-à-vis du gouvernement de l'Église.

**Raphaël Mc Feat**

## ÉCONOMIE

### DOCTEUR TTIP ET MISTER TAFTA

Maxime Vaudano

Paris, Les Petits matins, 2015,  
160 pages

Comme Docteur Jekyll et Mister Hyde, le Tafta/TTIP a deux visages. Le *Transatlantic Trade and Investment Partnership*, c'est la «mondialisation heureuse», la suppression des derniers droits de douane, le démantèlement des barrières non tarifaires, la croissance et l'emploi tirés par le commerce international. La *Transatlantic Free Trade Area* – du nom dont les altermondialistes ont rebaptisé ce projet d'accord commercial lancé en 2013 – c'est au contraire la mise en œuvre d'un agenda néolibéral, «l'harmonisation des normes par le bas», un déni de démocratie.

Qui croire ? Le petit ouvrage très pédagogique de Maxime Vaudano, qui tient le blog «La bataille transatlantique» sur *LeMonde.fr*, permettra au lecteur de se faire une opinion éclairée. En une vingtaine de courts chapitres, il apporte des éléments de réponse aux questions que suscite cette négociation.

Quels bénéfices en attendre ? Les estimations divergent qui exagèrent à la fois les vertus et les vices du Tafta/TTIP. Le commerce transatlantique est déjà si important qu'on se leurrerait en imaginant qu'il pourrait connaître une croissance exponentielle. Comme dans tous les accords commerciaux, il y aura des gagnants et des perdants.

Faut-il craindre une «harmonisation des normes vers le bas» ? Cette harmonisation est nécessaire pour éviter qu'un même produit soit manufacturé selon plusieurs *process* en fonction des

marchés où il est vendu. Mais cette convergence réglementaire ne va pas de soi. La norme supérieure varie d'une culture à l'autre. Aux États-Unis, les poulets sont chlorés pour prévenir la salmonellose. Le « meilleur » poulet sera-t-il celui, américain, garanti de toute contamination bactériologique ? Ou celui, européen, non traité ?

Quel intérêt à passer par l'arbitrage privé ? L'ISDS (*Investor State Dispute Settlement*) est un mécanisme ouvrant aux entreprises la possibilité de régler les litiges nés de l'application du Tafta/TTIP non pas devant les juridictions normalement compétentes mais devant une cour d'arbitrage *ad hoc*. L'arbitrage est réputé plus rapide, plus discret, plus indépendant. Ce système s'est toutefois attiré de vives critiques car il fait naître le soupçon d'une justice à deux vitesses. Les systèmes judiciaires aux États-Unis et en Europe sont suffisamment fiables pour faire l'économie d'un tel détour. Toutefois, en y renonçant, ces États se privent d'un argument dans les négociations commerciales ultérieures qu'ils engageront avec d'autres États – la Chine au premier chef mais aussi les autres BRICS – où l'indépendance des systèmes judiciaires est moins bien établie.

Un « déni de démocratie » ? Les adversaires des accords commerciaux internationaux parlent à leur sujet « d'accords Dracula » qui se négocient dans le noir mais ne résistent pas au grand jour. Il est vrai que les négociations, menées par la Commission européenne et par le Département du Commerce américain, sont secrètes. Comment d'ailleurs pourrait-il en aller autrement ? Comment la position européenne à la table de négociation ne pâtirait-elle pas si toutes ses lignes, rouges et bleues, étaient publiquement révélées – alors que la partie américaine pourrait garder secrètes les

siennes ? Il est faux d'affirmer que le traité ne sera l'objet d'aucun contrôle démocratique. Après sa signature, il sera soumis à l'accord du Conseil de l'Union européenne, du Parlement européen et enfin de chacun des 28 États membres. Mais l'impossibilité d'y apporter le moindre amendement limitera la portée de ce contrôle.

**Yves Gounin**

### **EUROZONE DYSTOPIA. GROUPTHINK AND DENIAL ON A GRAND SCALE**

William Mitchell

Cheltenham/Northampton, Edward Elgar Publishing, 2015, 520 pages

La crise politique, économique et financière que traverse la zone euro depuis 2009 a été analysée dans de nombreux ouvrages. Celui de William Mitchell sort du lot, avec son style incisif et ses idées hétérodoxes.

Dès l'introduction, le ton est donné. Reprenant le concept de « pensée de groupe » d'Irving Janis, l'auteur affirme que, depuis plus de trois décennies, la recherche obsessionnelle du consensus a conduit les élites européennes à refuser d'appréhender sérieusement les réalités économiques. Les dirigeants prétendument autistes – la Commission européenne, la Bundesbank, la plupart des chefs d'État et de gouvernement de la zone euro, le FMI et l'OCDE – auraient un seul leitmotiv : il n'y a aucune alternative au modèle néolibéral actuel. Leur objectif serait ainsi de pérenniser la dérégulation financière et les politiques d'austérité. Lorsqu'est abordée la genèse de l'Union économique et monétaire, les propos deviennent plus subtils. On comprend par exemple que le rapport Delors de 1989 a écarté le

fédéralisme budgétaire afin de mieux satisfaire les instincts souverainistes français et les exigences monétaristes allemandes.

Les deux premières parties du livre traitent de l'histoire de la construction européenne depuis le sommet de La Haye de 1969. L'auteur est particulièrement critique à l'égard de la gouvernance née du Traité de Maastricht : le plein-emploi a été sacrifié sur l'autel des critères de convergence et du Pacte de stabilité et de croissance (PSC). Celui-ci a été violé par l'Allemagne qui s'en portait pourtant garante. Tout au long de sa diatribe, Mitchell ne mâche pas ses mots : il compare la convergence des années 2000 à une « farce » et rappelle que la Commission européenne a été aveugle en prévoyant, sept semaines après la faillite de Lehman Brothers, une croissance du PIB pour l'UE de près de 1,4 %. La gestion de la crise de la dette grecque a été une aberration, le renflouement de mai 2010 étant conditionné à la mise en place de mesures d'austérité sans précédent. Plusieurs demandes de la Troïka (FMI, Union européenne, BCE) sont jugées iniques ; ainsi, le choix du droit anglais pour régir les obligations d'État émises en 2012 par Athènes en échange des titres anciens est-il qualifié d'« *act of bastardy* ».

La troisième et dernière partie présente une série de propositions pour changer de modèle économique. Pour l'auteur, la politique monétaire accommodante instaurée par la BCE en 2012 a certes sauvé la zone euro mais elle n'est qu'un pis-aller. Il faut désormais briser un tabou en monétisant les dettes publiques. Sont aussi préconisées la création d'une autorité budgétaire fédérale européenne et une grande relance d'inspiration keynésienne, rendue possible par l'abandon du PSC et l'arrêt des politiques d'austérité.

Les pays d'Europe du Sud sont enfin encouragés à préparer leur sortie de la zone euro pour recouvrer leur souveraineté monétaire et gagner en compétitivité. Quand Mitchell s'appuie sur l'expérience argentine de 2001-2005 pour étayer son argumentation, on reste littéralement pantois.

Ce livre évite la langue de bois mais pas les clichés. Croire que le retour aux monnaies nationales constitue la panacée est illusoire. La crédibilité monétaire requerra des mesures de rigueur. À défaut, les gouvernements « émancipés » de Bruxelles seront contraints d'emprunter dans une devise étrangère... Le lecteur regrettera également que les succès économiques britannique et allemand aient été volontairement ignorés.

**Norbert Gaillard**

### **INEQUALITY. WHAT CAN BE DONE?**

Anthony B. Atkinson

Cambridge, Harvard University Press, 2015, 400 pages

La première partie du livre analyse l'ampleur des inégalités à l'aune de quatre indicateurs privilégiés : le coefficient de Gini, la proportion du revenu total captée par le centile supérieur en termes de richesse (le fameux « 1 % »), le pourcentage de la population sous le seuil de pauvreté et le revenu du décile supérieur rapporté au revenu médian. Atkinson en profite pour comparer l'évolution des inégalités au Royaume-Uni et aux États-Unis. Le ratio de Gini américain est resté stable dans les décennies 1960 et 1970 mais augmente régulièrement depuis les années 1980. Outre-Manche, les inégalités se réduisent du milieu des années 1960 à la fin des années 1970, puis explosent durant la décennie Thatcher avant de

se stabiliser. L'auteur identifie enfin les causes fondamentales de l'accroissement des inégalités depuis 35 ans. Sont successivement passés au crible la globalisation financière, les changements technologiques, la croissance des services financiers, l'évolution des pratiques salariales, l'affaiblissement des syndicats et la révision des politiques fiscales et de redistribution.

Quinze propositions sont ensuite avancées pour réduire les inégalités. Mentionnons ici les plus marquantes. Les changements technologiques devraient être accompagnés par un renforcement de l'employabilité des travailleurs. Les chômeurs qui le souhaitent devraient obtenir un emploi public rémunéré au niveau du salaire minimum. L'État attribuerait à chaque adulte un capital minimum. Un fonds souverain aurait pour mission de prendre des participations dans diverses entreprises. L'impôt sur le revenu et les droits de succession deviendraient beaucoup plus progressifs. Les allocations familiales seraient imposables mais accordées sans condition de ressources. Le système de couverture sociale serait élargi ou, à défaut, l'État verserait un revenu garanti à chaque adulte. Les pays riches s'engageraient à verser 1 % de leur revenu national brut à l'aide publique au développement.

Dans la dernière partie, l'auteur soumet ses propositions aux trois grandes critiques traditionnelles : les doutes liés à l'efficacité, à la faisabilité et au coût de ces mesures. Il admet que ses propositions risquent de réduire « la taille du gâteau » mais insiste sur le fait qu'elles sortiront des millions de personnes de la trappe à pauvreté, leur offriront des compétences nouvelles et les inciteront à épargner. Le coût de la lutte contre les inégalités est jugé modéré grâce à la dynamique de redistribution créée. En revanche, l'auteur admet

que la globalisation financière est une contrainte forte, dont les Européens peuvent s'affranchir par une action coordonnée au niveau communautaire.

Cet ouvrage – indispensable à tous les lecteurs désireux de trouver des réponses concrètes au creusement des inégalités dans les pays industrialisés – laisse deux regrets. Seules des propositions d'ordre social et fiscal sont envisagées pour réduire les inégalités. On pouvait attendre des recommandations destinées à l'industrie de la finance et des mesures « anti-trust » – le manque de concurrence pesant sur le pouvoir d'achat des consommateurs. Par ailleurs, les initiatives en faveur des jeunes sont trop timides. L'extension de l'apprentissage et la restructuration des dettes des étudiants méritent par exemple d'être examinées. Dans des sociétés industrialisées où les moins de 35 ans sont confrontés à un chômage élevé et peinent à se constituer un patrimoine, de telles initiatives sont devenues nécessaires.

**Norbert Gaillard**

## SÉCURITÉ/STRATÉGIE

---

### **GUERRE ET STRATÉGIE. APPROCHES, CONCEPTS**

Sous la direction de Stéphane Taillat, Joseph Henrotin et Olivier Schmitt  
Paris, Presses universitaires de France, 2015, 536 pages

Cet ouvrage collectif, qui regroupe quelques-uns des meilleurs spécialistes français des questions de défense, est un véritable manuel qui dresse un état de l'art des notions essentielles aux

études stratégiques. Il se décompose en trois grandes parties : le cadre de l'action, l'analyse stratégique et enfin les concepts stratégiques. Chacune des contributions constitue une admirable introduction aux sujets développés et pousse à la réflexion. Les nombreuses références ainsi que les bibliographies qui accompagnent chaque thème sont une excellente source de lectures complémentaires. Nous ne pouvons, malheureusement, rendre compte de la totalité des contributions ici et nous contenterons donc d'évoquer celles qui nous ont le plus marqué.

Le remarquable avant-propos de Pascal Vennesson renverse les *a priori* sur la stratégie. Il y démontre grâce, notamment, à une distinction entre la « rationalité », indispensable en stratégie, et le « rationalisme », qu'elle n'est pas seulement une recherche froide de l'efficacité. Pascal Vennesson insiste aussi sur le fait que la stratégie a toute sa place dans le domaine des sciences sociales ; les concepts stratégiques pouvant, entre autres, enrichir l'analyse des relations entre acteurs.

Benoist Bihan nous initie à la notion d'analyse militaire, c'est-à-dire l'« étude totale-holistique des forces armées » afin de chercher à en comprendre le fonctionnement et d'en évaluer les performances. Il met spécialement en avant les problèmes liés à l'absence d'une méthode unifiée pour réaliser ce type d'analyse. Il propose en conclusion quelques « perspectives pour un champ d'étude à bâtir » et une ébauche de méthode qu'il serait très intéressant de développer plus avant.

Yves Trotignon offre une contribution intéressante sur la « fonction d'analyse » du renseignement. C'est elle seule qui peut agir sur les capteurs, notamment en les orientant, et qui filtre les données remontées vers les décideurs.

Cette « fonction analyse » leur fournit ce qu'Yves Trotignon nomme très justement des « visions » qui, en fonction de leur pertinence, « peuvent faire naître des victoires ou des défaites ».

Étienne de Durand se penche quant à lui sur la planification de défense. Pour cela, il revient sur l'historique de la méthode. Il aborde aussi les limites consubstantielles à cet exercice comme, entre autres, la place prise par le budget au détriment de l'ennemi en tant que principe organisateur des structures de force. Il souligne surtout l'importance de ce processus pour la bureaucratie – sa durée permettant notamment de « produire du consensus » – mais aussi pour le dialogue civilo-militaire à l'échelle de l'État.

Enfin, et pour ne citer qu'eux, Martin Motte et Jérôme de Lespinois nous proposent respectivement de remarquables introductions à la stratégie navale et maritime et à la stratégie aérienne. Quant à lui, Christophe Wasinski réalise un très bon historique du concept de « culture stratégique » mais aussi de l'état du débat actuel sur ce thème.

Nous voilà donc en présence d'un excellent ouvrage qui ravira les militaires, les étudiants et les chercheurs dans le domaine de la stratégie et de l'étude de la guerre. Ce livre a sa place dans la « stratégothèque » idéale.

**Rémy Hémez**

## **LA RESPONSABILITÉ DE PROTÉGER**

Jean-Baptiste Jeangène Vilmer  
Paris, Presses universitaires de  
France, 2015, 128 pages

Docteur en sciences politiques et en philosophie, et spécialiste de l'éthique, Jeangène Vilmer s'attache ici à

décortiquer le concept de « responsabilité de protéger » (R2P) apparu en 2001 et adopté par l'Assemblée générale des Nations unies quatre ans plus tard. Cette entreprise est particulièrement utile tant les préjugés sont tenaces à ce propos. La R2P a fait l'objet, dès le début, de nombreux débats. Si les États sont aujourd'hui d'accord sur sa définition, la façon de la mettre en œuvre suscite encore des controverses.

Dans cet ouvrage, l'auteur s'attache tout d'abord à explorer les sources du concept de R2P et démontre en particulier qu'il ne remet pas en question la souveraineté de l'État. Jean-Baptiste Jeangène Vilmer expose très bien la différence fondamentale entre la R2P et le devoir d'ingérence qui est une « immixtion sans titre, c'est-à-dire sans droit ».

C'est ensuite la période de conception de la R2P (2001-2005) qui est présentée et, en particulier, l'introduction du concept par la Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des États (CIISE), elle-même issue de la « doctrine Annan » et portée par la diplomatie canadienne. La R2P naît officiellement en 2005, et c'est l'objet du troisième chapitre de l'ouvrage. Elle est inscrite aux paragraphes 138 et 139 (qui font toujours référence) du document final du « Sommet mondial ». Son champ d'application y est précisé. Elle peut être invoquée en cas de génocide, nettoyage ethnique, crime contre l'humanité et crime de guerre. La possibilité d'une intervention unilatérale est rejetée dans ce document et deux R2P sont distinguées : celle incombant à un État envers sa population et celle, « résiduelle », de la communauté internationale en cas de « défaillance manifeste ».

À partir de 2015, commence le temps de « l'opérationnalisation » du concept au

sein de l'ONU. Cela passe, notamment, par la création d'un conseiller spécial pour la R2P en 2007. Un nouveau palier est franchi en 2011 avec les résolutions sur la Libye et la Côte d'Ivoire, qui autorisent pour la première fois des mesures coercitives sous couvert du Chapitre VII au nom de la R2P. L'auteur nous offre à cette occasion un éclairage très intéressant des débats autour des liens entre R2P et intervention en Libye. En fin d'ouvrage, l'auteur développe les approches régionales de la R2P et expose les critiques les plus courantes en démêlant de façon très convaincante le vrai du faux.

Jean-Baptiste Jeangène Vilmer se distingue ainsi dans cet excellent ouvrage par la clarté de ses propos, une connaissance approfondie du système onusien et de ses pratiques et une étude très fouillée des nombreux textes et résolutions que produit cette institution. Ce livre est indispensable pour bien appréhender les débats, souvent stériles, autour de cette R2P qui « n'est ni une norme de droit international conférant une obligation d'agir ni un slogan sans caractère normatif. Elle est un engagement moral et politique d'importance qui participe à une construction normative ».

**Rémy Hémez**

### **LA VIE APRÈS DAESH**

Dounia Bouzar  
Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier,  
2015, 144 pages

Dounia Bouzar est une ancienne éducatrice devenue docteur en anthropologie et consultante spécialisée dans le fait religieux. Elle a été l'une des premières à s'intéresser aux Français partis

faire le djihad en Syrie, et à proposer de l'aide aux familles concernées pour tenter de les «désembriquer». Ses méthodes sont controversées : elle a été accusée par une parlementaire de faire de la «psychologie de bazar<sup>1</sup>» et par un journaliste d'être une «arrangeuse de vérités<sup>2</sup>». Douria Bouzar est aussi un auteur prolifique : depuis 2014, elle a publié pas moins de quatre ouvrages – tous consacrés aux «dérives sectaires liées à l'islam radical». Elle expose ici les méthodes qui lui ont valu tant de critiques.

Dounia Bouzar conçoit le djihadisme comme une forme d'emprise sectaire. Les jeunes qui se sont fait embrigader sont à ses yeux des victimes manipulées par des recruteurs capables de détecter des personnalités vulnérables. Pour les désenbriger, Bouzar pense qu'il ne faut pas tant faire appel à la raison qu'aux émotions. Lorsque des parents désemparés par le départ d'un proche pour la Syrie font appel à elle, elle leur conseille de garder le contact avec leur fils ou leur fille, et d'évoquer autant que faire se peut des souvenirs agréables de l'enfance. L'évocation d'une comptine ou d'une recette de gâteau pourrait créer un choc émotionnel susceptible de ramener, pendant un instant, le membre de la secte à la réalité. Il faudra ensuite continuer à «fendre l'armure» pendant des mois pour que le jeune radicalisé réalise sa dérive et accepte de revenir en France.

*La vie après Daesh* décrit le travail de Bouzar et de son équipe auprès d'individus rentrés en France. Les profils sont variés : cela va de très jeunes

filles à un couple de jeunes parents. Certains jeunes semblent sur la bonne voie mais d'autres basculent à nouveau dans l'univers djihadiste et décident de retourner auprès de leurs «frères et sœurs». Le désenbrigadement n'est visiblement pas une science exacte et les échecs paraissent inéluctables. À cet égard, le lecteur reste quelque peu sur sa faim et aurait aimé en savoir plus sur le taux de réussite de la «méthode Bouzar».

Un des mérites de *La vie après Daesh* est de montrer l'ampleur de la tâche : si l'on additionne les personnes souhaitant partir en Syrie mais empêchées de le faire, et celles y ayant vécu pendant quelques mois avant de revenir, on aboutit à un total de plusieurs centaines de cas à traiter. Or dans le système français, peu d'intervenants sont présents sur le créneau de la déradicalisation. L'équipe de Dounia Bouzar – une demi-douzaine de spécialistes – apparaît constamment sollicitée, débordée et à la limite du *burn-out*.

En somme, l'asymétrie est frappante : alors que la radicalisation semble être un phénomène relativement rapide, la déradicalisation paraît beaucoup plus longue et aléatoire. Et pendant que Bouzar réalise son travail de fourmi, Daech continue à répandre son idéologie mortifère, notamment sur internet. Au lieu de voir cette organisation uniquement comme une secte, peut-être serait-il aussi pertinent de la considérer comme un mouvement révolutionnaire puissant, nécessitant d'être combattu au niveau idéologique et politique ?

**Marc Hecker**

1. S. Mouillard, «Deux visages de la déradicalisation», *Libération*, 20 février 2015.

2. D. Perrotin, «Dounia Bouzar, l'experte des dérives djihadistes, arrangeuse de vérités ?», *Rue89*, 12 mars 2015.

## PAROLES ARMÉES. COMPRENDRE ET COMBATTRE LA PROPAGANDE TERRORISTE

Philippe-Joseph Salazar  
Paris, Lemieux Éditeur, 2015,  
264 pages

Philippe-Joseph Salazar, normalien, a étudié la philosophie et la science politique, avant de se spécialiser dans la rhétorique qu'il enseigne à l'université du Cap depuis 1995. Il a publié de nombreux ouvrages dont *Mahomet. Récits français de la vie du Prophète* (Klincksieck, 2005) et *Paroles de leaders* (François Bourin, 2011). Son dernier essai, *Paroles armées*, a obtenu le prix Bristol des Lumières 2015. Cet ouvrage a le mérite de considérer le califat proclamé par Abou Bakr Al-Baghdadi pour ce qu'il est : un puissant mouvement politico-religieux. À ce titre, Salazar démontre brillamment que la communication de cette entité politique vient en appui d'une stratégie de conquête et d'hostilité radicale à tous ceux qui s'opposent au projet califal.

Si cet essai est particulièrement stimulant, il dérange pour au moins trois raisons. Tout d'abord, Salazar décrit l'État islamique de manière séduisante. Ses membres apparaissent comme de valeureux soldats, répondant à l'appel d'un chef – à la fois imam, émir et calife – au charisme indéniable. Ils forment un «peuple djihadiste» uni autour d'un idéal commun. Le djihadisme, nous dit Salazar, est une fraternité. Une fraternité autrement plus solide que celle qui s'affiche sur le frontispice de nos bâtiments publics.

Ensuite, l'auteur de *Paroles armées* décrit nos gouvernants et responsables sécuritaires comme des incompetents ne comprenant pas le phénomène qu'ils prétendent combattre et commettant de nombreuses erreurs. Le clip «Stop-Djihadisme» produit par

le gouvernement français après les attentats de janvier 2015 est présenté comme une «bévue», une «mauvaise imitation». «Sommes-nous devenus idiots?», demande Salazar. Non, répond-il, mais nous ne maîtrisons pas les termes de la lutte asymétrique que le califat porte jusqu'au cœur de l'Europe. Salazar critique non seulement la communication gouvernementale face à l'État islamique mais, plus largement, l'ensemble des réponses apportées par les spécialistes du terrorisme. Il consacre par exemple quelques paragraphes au «processus de radicalisation», citant le concept de *Bunch of Guys* élaboré par Marc Sageman, et commente : «Il n'y a rien à espérer du côté de cette psychosociologie moliéresque.»

Enfin, cet essai dérange car son auteur – contrairement à ce qu'indique le sous-titre – ne propose guère de solutions pour «combattre la propagande terroriste». Parmi les rares pistes évoquées pour faire face à la rhétorique du califat se trouve l'idée de renoncer à la censure. Il s'agirait, au contraire, de diffuser les revues djihadistes dans les écoles. À charge pour les enseignants de déconstruire les *Paroles armées* contenues dans des publications telles que *Dabiq* et *Dar Al-Islam*.

Pour avoir tenté cette expérience délicate avec des étudiants de Sciences Po, il me semble pour le moins hasardeux de vouloir l'étendre dans les lycées et collèges. Les enseignants sont-ils réellement mieux armés que les gouvernants pour faire face au discours «performatif» de l'État islamique? Rien ne le prouve. Espérons au moins que le jour où les élèves étudieront la poésie djihadiste dans les classes de littérature, ils n'apprendront pas, en parallèle, à confectionner des explosifs en cours de chimie.

**Marc Hecker**

## FUTURE WAR

Christopher Coker

Oxford, Polity Press, 2015,  
244 pages

Christopher Coker, professeur de relations internationales à la London School of Economics, est l'auteur de nombreux livres dont plusieurs s'interrogeaient déjà sur le futur de la guerre (comme l'excellent *Warrior Geeks*, Hurst, 2013). Fervent critique des théoriciens de « la fin de la guerre », il estime que les conflits sont consubstantiels à l'humanité et pense donc qu'il est important de se pencher sur les formes qu'ils pourraient revêtir à l'avenir. Dans *Future War*, il se livre à un exercice de prospective sur 20 ans.

Dans une passionnante première partie, l'auteur s'interroge sur la meilleure façon de penser le futur. Il y reconnaît que faire de la prospective en prolongeant des tendances n'est pas une méthode parfaite tant l'on sait, par expérience, que l'histoire n'est pas linéaire. Cette approche demeure cependant, selon l'auteur, notre seul recours. De façon à rendre cette démarche plus crédible, Coker s'attache à observer le développement de ces tendances dans le passé le plus lointain (selon le concept de *deep history*) avant d'en extrapoler une probable orientation future. Le but n'est pas de prédire l'avenir mais de l'explorer le plus possible afin de réduire, autant que faire se peut, l'effet de surprise.

L'auteur souligne aussi, de façon salutaire, les conséquences que la pensée prospective peut avoir. En effet, le futur tel que nous l'imaginons change notre présent (voir par exemple les « prophéties autoréalisatrices »). Il existe ainsi de nombreux exemples qui montrent

comment la science-fiction a pénétré les conceptions de penseurs militaires.

Dans la suite du livre, l'auteur passe notamment en revue les différentes technologies qui seraient susceptibles d'influencer les modes de guerre futurs, avec une appétence particulière pour la thématique du « combattant augmenté ». Viennent ensuite des développements sur les différents « types » de guerre qui pourraient exister dans le futur, entre autres : les guerres entre grandes puissances, jugées toujours possibles avec des moyens classiques, mais peu probables avec emploi de l'arme nucléaire ; « *cool war* », c'est-à-dire un conflit se passant essentiellement dans le cyberspace et qui cherche à maintenir un niveau de violence en deçà du risque d'une riposte conventionnelle ; guerre dans les « *mega cities* » ou encore « *corporate raiding* » avec des entreprises qui mèneraient des guerres pour elles-mêmes.

Comme à son habitude, Christopher Coker rassemble, pour appuyer son raisonnement, une multitude impressionnante de références : littérature stratégique bien entendu, mais aussi romans de science-fiction, essais de sociologie ou d'économie, etc. Il nous offre ainsi un regard pluriel sur le futur de la guerre et nous donne de nombreuses pistes de lecture.

Ce livre foisonnant – qui nécessite tout de même quelques connaissances dans le domaine des études sur la guerre pour être abordé sereinement – est une nouvelle occasion de s'interroger sur les risques d'une approche militaire qui se centrerait trop sur les questions technologiques en laissant de côté les réflexions stratégiques et tactiques. Cette réflexion renvoie à ce que l'auteur appelle la réduction de « l'espace

humain de la guerre». Interrogation utile, puisque, comme nous le rappelle Christopher Coker, «le futur n'est pas une destinée mais un choix».

**Rémy Hémez**

## ASIE

### CHINE, INDE : LES FIRMES AU CŒUR DE L'ÉMERGENCE

Sous la direction de Jean-François Huchet, Xavier Richet et Joël Ruet  
Rennes, Presses universitaires de  
Rennes, 2015, 152 pages

Cet ouvrage collectif analyse en profondeur l'essor des firmes multinationales (FMN) indiennes et chinoises depuis les années 1980.

Un premier chapitre compare l'évolution des politiques industrielles des deux nouveaux géants économiques. Le passage du socialisme au capitalisme indien s'est accompli sans véritable rupture. Les auteurs parlent de «continuité conglomérale» pour expliquer que cette lente mutation a profité à quelques grands groupes qui ont su s'internationaliser tout en maintenant leurs liens privilégiés avec la classe politique et la haute fonction publique. Le cas chinois est bien différent. Deux sous-périodes apparaissent : du grand tournant de la réforme en 1978 au milieu des années 1990, c'est l'ère du dirigisme avec la constitution de «champions nationaux». Après 1995, ceux-ci seront rapidement supplantés par de grandes entreprises privées avec la bienveillance de l'État.

Le chapitre consacré aux FMN indiennes révèle comment elles ont su établir des partenariats avec des sociétés occidentales pour drainer techniques et savoir-faire, comme le montre le rapprochement entre Tata Motors et Fiat. En parallèle s'opèrent des spécialisations et des montées en gamme. La croissance annuelle dans le secteur des technologies de l'information est d'environ 40 % entre 1994 et 2009, ce qui permet de passer de fonctions de sous-traitance peu qualifiée à du conseil et à de l'audit à l'échelle mondiale. Mais de grands groupes émergent et s'internationalisent aussi dans des secteurs *a priori* plus fermés, tel Reliance Industries dans la pétrochimie.

Cinq caractéristiques majeures se dégagent de l'analyse des grandes sociétés chinoises. Le développement du capitalisme en Chine est de moins en moins le résultat de l'action publique : en 2010, 70 % de la production industrielle (entreprises étrangères et chinoises) étaient issus du secteur privé. Les FMN les plus renommées sont privées : Haier (électroménager), Lenovo (informatique), Huawei (télécommunications). Ensuite, le principe de *joint-venture* a assuré à la Chine le transfert de technologies, accélérant sa capacité d'apprentissage ; pourtant, les performances d'innovation demeurent perfectibles. Troisièmement, internationalisation, concentration, hausse de la profitabilité et de la R&D sont concomitants à partir de la fin des années 1990. Les principales motivations de l'internationalisation des firmes chinoises sont d'ailleurs l'accès aux marchés, l'accès aux ressources, la recherche d'actifs stratégiques et, dans une moindre mesure, la recherche d'efficience. En outre, les sociétés de l'Empire du Milieu sont désormais assimilées à des FMN comme les autres. Elles ont

leurs propres stratégies d'acquisitions, de prises de participation, voire d'innovation. Dans le secteur automobile, Geely a racheté Volvo, Dongfeng est entré au capital de Peugeot et BYD est devenue une référence sur le segment des voitures électriques après avoir commencé par produire des batteries. Enfin, le capitalisme chinois a pris une nouvelle dimension à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle : les investissements directs à l'étranger ont été multipliés par 60 entre 2000 et 2009. On comprend ainsi mieux pourquoi 73 entreprises chinoises figuraient dans le classement 2012 de « Fortune 500 » – il n'y en avait aucune quinze ans plus tôt.

Malgré un style parfois jargonnant, ce livre est une contribution originale à la compréhension des capitalismes indien et chinois. Il aurait toutefois dû s'attarder un peu plus sur les modalités de financement des FMN et sur le coût environnemental de l'industrialisation.

**Norbert Gaillard**

**THE JAPAN–SOUTH KOREA IDENTITY CLASH. EAST ASIAN SECURITY AND THE UNITED STATES**

Brad Glosserman et Scott Snyder  
New York, Columbia University  
Press, 2015, 240 pages

L'ouvrage de Brad Glosserman et Scott Snyder, chercheurs seniors au Center for Strategic and International Studies (CSIS) reconnus respectivement pour leur expertise sur le Japon et la péninsule coréenne, est nécessaire, car il permet de combler un vide académique sur la relation nippo-sud-coréenne et ses conséquences pour le

système d'alliances américain en Asie du Nord-Est.

La thèse principale de l'ouvrage est que les tensions entre Tokyo et Séoul ne s'expliquent pas tant par un conflit d'intérêts que par un conflit identitaire que les auteurs étudient en détail, notamment par une mise en perspective historique poussée. Le Japon ferait face à une crise identitaire depuis plus de deux décennies, résultat d'une vulnérabilité protéiforme entretenue par la stagnation économique et le dilemme entre pacifisme et affirmation d'un sentiment national. À l'inverse, l'identité de la Corée du Sud est façonnée par le miracle économique et politique qui a fait de Séoul, en un demi-siècle, une économie prospère et une démocratie vibrante, et qui conduit le pays à une confiance nationale parfois excessive.

Malgré leur alliance bilatérale avec les États-Unis et l'existence de menaces régionales communes, ces identités propres empêchent les deux pays de coopérer étroitement et sont un facteur de tension bilatérale. Sondages à l'appui, les auteurs rappellent que Japonais et Sud-Coréens ne se font pas confiance, et que leurs gouvernements respectifs alternent entre volonté de se rapprocher et utilisation de ce ressentiment populaire afin de maximiser non pas l'intérêt national mais leur intérêt politique.

Ces tensions vont à l'encontre de l'intérêt des États-Unis à une plus grande coordination trilatérale et à l'institutionnalisation d'une véritable alliance tripartite. Les auteurs proposent deux options pour y remédier. La première capitalise sur la coopération existante et recommande de multiplier, notamment, les rencontres trilatérales, au plus haut niveau et entre les différentes

administrations. La seconde, qualifiée de «Grand Bargain», consiste à changer le contexte actuel d'interaction en cherchant à façonner les identités du Japon et de la Corée du Sud par le biais d'une reconnaissance, par chaque pays, de ses erreurs passées et de son ambition de construire un avenir commun.

Cet ouvrage, fort intéressant, fait l'impasse sur un sujet pourtant central, le rôle de la Chine. Il est rappelé que la menace, perçue à Tokyo et Séoul, de l'ascendant chinois, varie fortement : si le Japon considère que la menace principale est la Chine, la Corée du Sud considère qu'il s'agit toujours de la Corée du Nord. De plus, le Japon a perdu la place de leader régional qu'il détenait depuis plusieurs décennies, détrôné par la Chine, notamment sur le plan économique dès 2010. Cependant, alors même que les auteurs font implicitement de la Chine une source de préoccupation commune dans le cadre d'une potentielle alliance tripartite, l'idée de cette dernière est mise à mal par la différence d'attitude de Tokyo et de Séoul vis-à-vis de Pékin, couplée à la stratégie chinoise qui consiste à ralentir toute coopération trilatérale en jouant de l'opposition entre ses deux voisins et de sa proximité avec la Corée du Sud.

L'annonce récente d'un accord historique sur «les femmes de réconfort» entre Séoul et Tokyo est encourageante sur le plan de la réconciliation bilatérale. Il ne donne cependant que peu d'espoir d'un véritable rapprochement stratégique nippon-sud-coréen, indispensable à une véritable coopération trilatérale bénéfique aux États-Unis.

**Antoine Bondaz**

## ÉTATS-UNIS

### LA COUR SUPRÊME, LE DROIT AMÉRICAIN ET LE MONDE

Stephen Breyer

Paris, Odile Jacob, 2015,

384 pages

Cet ouvrage évoque des décisions rendues par la Cour suprême américaine ayant une dimension internationale. Soit qu'il s'agisse pour la Cour de statuer sur l'application extraterritoriale des lois américaines (cette partie est joliment titrée «Chez soi à l'étranger»). Soit qu'il s'agisse d'interpréter des accords internationaux dont la méconnaissance des stipulations est invoquée devant elle.

L'ouvrage s'ouvre par un chapitre consacré à une autre question : le contrôle du juge constitutionnel sur des menaces étrangères pesant sur la sécurité nationale. Le sujet est d'une actualité brûlante depuis le 11 Septembre. Mais il ne date pas d'hier. Depuis toujours le juge s'est posé la question des limites de son contrôle sur les actes de l'exécutif les plus sensibles. En France, il applique la théorie des actes de gouvernement. Aux États-Unis, mettant en œuvre la maxime cicéronienne («les lois se taisent au milieu des armes»), il montre une grande déférence à l'égard du «maquis du politique» (*Political thicket*). Mais la jurisprudence de la Cour suprême, comme celle du Conseil d'État, a évolué, réduisant à peau de chagrin le champ des «questions politiques». Le temps n'est plus où elle fermait les yeux sur le cantonnement dans des camps de prisonniers de milliers de ressortissants japonais (*Korematsu*, 1944). Par une série de décisions rendues en 2004, 2006 et 2008

(*Rasul, Hamdi, Hamdan, Boumediene*) sur des plaintes formées par des prisonniers retenus à Guantanamo, elle a soumis à un contrôle effectif les décisions de l'exécutif restreignant les libertés publiques au nom de la sécurité nationale.

Ce prologue, aussi intéressant soit-il, nous écarte du vrai sujet : l'articulation du droit américain, du droit international et des droits étrangers. Il ne s'agit plus, même pour la première puissance au monde, d'un choix, mais d'une nécessité : le temps n'est plus où le juge, fût-il suprême, pouvait juger des affaires dont il était saisi sans tenir compte du monde extérieur. Parce qu'une loi du Congrès votée en 1789, l'*Alien Tort Statute*, étend aux étrangers les principes de la responsabilité civile, la Cour suprême doit statuer sur la plainte dirigée contre Shell à raison des dommages que cette société aurait causés dans le delta du Niger (*Kiobel*, 2003). Parce que les États-Unis sont partie à la Convention de Vienne de 1963 sur les relations consulaires, la Cour doit se demander si la carence des autorités policières à informer, lors de leur arrestation, des ressortissants mexicains de leur droit à solliciter l'assistance de leur consul a vicié la procédure conduisant à leur condamnation (*Sanchez-Llamas*, 2006 et *Medellin*, 2008).

Le juge Breyer prône de régler ces affaires dans le respect de la « courtoisie internationale », c'est-à-dire d'éviter que des droits interne et étranger ne placent un même individu face à des obligations contradictoires. Sa position n'a pas toujours prévalu. D'importantes décisions ont été adoptées sans sa voix ; mais le système américain des opinions discordantes, inconnu en France, l'autorise à expliquer ses désaccords. Dirigée par une

majorité conservatrice de juges nommés par des présidents républicains, la Cour suprême, dans sa composition actuelle, n'est pas internationaliste. L'ouvrage du juge Breyer doit se lire autant comme un essai de vulgarisation sur la jurisprudence de la Cour suprême que comme un plaidoyer destiné au public américain pour une plus large ouverture au monde.

**Yves Gounin**

### **L'INTERCULTURALITÉ DANS LES OPÉRATIONS MILITAIRES. LE CAS AMÉRICAIN EN IRAK ET EN AFGHANISTAN**

Nathalie Ruffié

Paris, Éditions du Cygne, 2015,  
138 pages

Nathalie Ruffié, actuellement consultante à la Compagnie européenne d'intelligence stratégique (CEIS), est diplômée d'un master 2 en géopolitique et sécurité internationale, et d'un master 2 en sciences humaines et sociales. Cette double formation académique l'a amenée à s'intéresser au sujet de *L'interculturalité dans les opérations militaires*. L'objectif poursuivi par l'auteur dans cet ouvrage est de voir « dans quelle mesure les sciences humaines et sociales [...] ont permis le développement et l'intégration de nouveaux outils dans le raisonnement opérationnel des armées contemporaines occidentales ».

Pour ce faire, dans une première partie parfois un peu confuse, Nathalie Ruffié souligne la nécessité de comprendre les sociétés humaines dans lesquelles se déroulent des interventions militaires. Selon elle, l'année 2007 fut un tournant

pour cette prise de conscience, avec la parution de la doctrine américaine de contre-insurrection (*FM 3-24*). La même année, les opérations de stabilisation en Irak mirent en avant le rôle de levier que pouvaient jouer les tribus sunnites dans la réduction de l'insurrection. Pour l'auteur, les conflits asymétriques montrent bien qu'il faut accepter une définition élargie du renseignement qui ne doit pas être cantonné à la seule dimension militaire. En outre, la connaissance de la population est importante pour développer des opérations d'influence pertinentes. En effet, seule une bonne appréhension des réalités locales peut permettre qu'un message soit perçu positivement. Cet accès à une connaissance approfondie de la culture de l'Autre fait, cependant, face à de nombreux obstacles tels des déploiements en opération trop courts ou la difficulté à nous départir de nos propres référentiels culturels.

Dans une deuxième partie intéressante, Nathalie Ruffié s'attache à étudier les apports des sciences humaines dans les opérations, notamment à travers l'étude de programmes mis en place en Afghanistan et en Irak. Les «Provincial Reconstruction Teams», équipes civilo-militaires, étaient par exemple chargées de conseiller les gouvernements locaux et provinciaux en Afghanistan. Ces équipes connurent des réussites locales mais souffrirent de leur disparité et d'une chaîne de commandement complexe. Les «Human Terrain Teams» créées en 2006 en Afghanistan visaient, quant à elles, à intégrer des anthropologues et des chercheurs en sciences sociales dans des unités de combat. Elles permirent d'améliorer la conscience culturelle des unités mais eurent à affronter d'importants problèmes de fond, dont l'impréparation des civils déployés. Enfin, l'auteur fait un fructueux développement sur les capacités

existantes et à venir dans le domaine de la modélisation informatique, tant pour la préparation d'une mission avec, par exemple, des logiciels de simulation, que pour aider les militaires à mieux appréhender l'environnement humain qui les entoure en opération.

Au final, même si cet ouvrage aurait certainement gagné à se référer davantage à l'importante littérature américaine disponible sur la question de la «militarisation» des sciences humaines, il comble un vide et suscite la réflexion. Il est à lire par tous ceux qui s'intéressent à la contre-insurrection.

**Rémy Hémez**

### **AFTER APOLLO? RICHARD NIXON AND THE AMERICAN SPACE PROGRAM**

John M. Logsdon

New York, Palgrave MacMillan,  
2015, 368 pages

John Logsdon confirme à travers ce livre son statut d'historien officiel du spatial américain. Tout comme *John F. Kennedy and the Race to the Moon*, l'ouvrage auquel il succède, *After Apollo?*, s'inscrit dans un projet de longue haleine visant à retracer l'origine des décisions présidentielles qui ont défini les contours du programme de vols habités américain depuis plus d'un demi-siècle. Le résultat n'est pas une énième histoire de l'évolution plus ou moins contrariée de la navette spatiale, mais un exposé des décisions qui ont placé la navette au cœur du programme spatial pendant près de quatre décennies. La nuance est d'importance, car si John Kennedy est souvent perçu comme le président ayant eu le plus d'influence sur l'effort spatial des États-Unis, Logsdon fait valoir, non

sans une pointe de provocation, que cet honneur doit en réalité revenir à Richard Nixon. Avec un recul que seul permet le passage des années, il note que les décisions prises entre 1969 et 1972 ont touché bien plus durablement le programme spatial américain que la décision d'aller sur la Lune.

Ces décisions peuvent être découpées en deux parties qui constituent la trame du livre. La première partie s'intéresse aux décisions essentiellement négatives, qui concernent ce que l'administration Nixon n'était pas désireuse de faire, ou en l'occurrence de poursuivre. De fait, il fut rapidement décidé qu'il n'y aurait pas d'effort visant à entreprendre des missions habitées vers Mars. Pour Nixon, le programme spatial relevait en effet d'une logique interne et non de politique étrangère, et ne devait donc pas s'inscrire dans une démarche spécifique. Ce que l'auteur qualifie de « doctrine spatiale Nixon » va avoir deux conséquences durables : 1) désormais, le programme spatial ne se verra assigner aucun statut prioritaire ; 2) en conséquence, le programme spatial aura à se battre pour obtenir un soutien et un financement fédéral.

La seconde partie couvre la décision de trouver à Apollo un successeur et décrit comment l'administration en vint à opter pour la navette spatiale sans pour autant lui assigner un objectif stratégique précis. Pour Logsdon, la navette existe par défaut, parce que le président était convaincu de l'impératif de poursuivre le vol habité comme instrument de prestige et éventuellement comme outil militaire, ainsi que de la nécessité de s'emparer des votes des États américains « spatiaux » dans la perspective des élections de 1972. Sur la base de ces indicateurs, le bilan de la navette est au mieux mitigé : oui, la

navette a participé au prestige, et oui, la navette a transporté des missions classifiées, mais elle a aussi constitué un « détour » militaire cher payé, et son développement a donné au programme spatial l'apparence d'une machine à créer des emplois.

Le récit est fascinant au vu de la puissance de la thèse défendue. Reste qu'*After Apollo?* a beau afficher un portrait fouillé et rigoureux de la politique spatiale de Nixon, la conclusion à laquelle il aboutit est loin d'être neutre. Pour l'auteur, s'il y a finalement une chose à retenir, c'est que les problèmes et incertitudes du programme spatial américain actuel trouvent leur origine dans la période de fin de vie d'Apollo et non dans son commencement. L'obsession extrême des États-Unis à l'égard du vol habité n'est pas en soi critiquable selon cette approche ; ce qui l'est, en revanche, c'est l'absence de direction de la NASA qui fait partie intégrante de l'héritage spatial de Richard Nixon.

**Guilhem Penent**

## EUROPE

---

### MIGRATIONS EN MÉDITERRANÉE

Sous la direction de Camille Schmoll, Hélène Thiollet et Catherine Wihtol de Wenden  
Paris, CNRS Éditions, 2015,  
382 pages

En réunissant les contributions d'une trentaine de chercheurs, Camille Schmoll, Hélène Thiollet et Catherine Wihtol de Wenden proposent un ouvrage

foisonnant proche de l'exhaustivité sur les questions migratoires.

Il ne s'agit pas d'un ouvrage sur l'Europe et ses voisins méditerranéens. Il évite l'euro-centrisme qui fausse les grilles d'analyse des commentateurs politiques et médiatiques. En élargissant la focale sur la Méditerranée, l'ouvrage offre un éclairage approprié à la crise migratoire. La Méditerranée est la ligne de fracture économique, politique, sociale, culturelle et démographique la plus importante du monde avec la frontière américano-mexicaine. Dans leur introduction, les auteurs rappellent effectivement que la Méditerranée n'est pas un ensemble homogène. Elle ne constitue pas moins un espace migratoire dans lequel les circulations de population ont connu des bouleversements importants au cours de ces dernières décennies.

Ces bouleversements concernent en premier lieu les statuts migratoires des pays de la région. En quelques dizaines d'années, et alors qu'ils étaient il y a peu des pays de départ, les États d'Europe du Sud ont accueilli une immigration massive régulée grâce à l'outil de la régularisation. Les pays de la rive sud de la Méditerranée ont connu des transformations similaires. Ils cumulent aujourd'hui les caractéristiques de pays d'émigration, de transit et, de plus en plus, d'immigration. Quant au Moyen-Orient, il connaît des mouvements de populations, principalement des déplacements forcés, depuis longtemps, qui réactivent des circulations transnationales anciennes.

Cet ouvrage offre également un éclairage sur les dynamiques migratoires contemporaines au regard de deux faits majeurs : la crise économique

et les révolutions arabes. Est-ce que ces événements rebattent les cartes migratoires en Méditerranée, ou accélèrent-ils simplement un processus déjà enclenché ? L'Europe du Sud redevient un lieu de transit, voire de départ, parce qu'elle n'a pas su mettre en place les politiques et les structures que ses partenaires du Nord n'ont pas imposées quand il en était temps. De même, les flux migratoires en provenance des pays arabes, y compris la tragédie des réfugiés syriens, expriment les aspirations à la démocratie et au développement à l'origine des mouvements de protestations.

Ce qui frappe le plus à la lecture de cet ouvrage est l'inadéquation des politiques qui s'inscrivent dans une continuité de contrôle, de dissuasion et de répression. L'omniprésence du fait frontalier n'est pas remise en cause, bien au contraire, alors qu'elle a fait preuve de son échec. Bien que les politiques européennes aient un impact sur l'ensemble de la région, cette permanence politique n'est pas le seul fait de l'Union européenne. La fermeture des frontières et la répression des migrants sont des outils utilisés par les autres pays méditerranéens.

Le contraste avec les dynamiques sociales et économiques, des migrants comme des sociétés d'accueil, qui contredisent cette continuité des politiques, souligne la nécessité du travail accompli par les auteurs. Ils décrivent avec clarté des phénomènes complexes que les décideurs politiques n'ont pas voulu regarder en face. À cet égard, cet ouvrage, qui devrait devenir une référence, remet en cause la notion même de crise migratoire, tant ces chercheurs analysent les bouleversements migratoires depuis de longues années.

**Matthieu Tardis**

## LES DROITES EXTRÊMES EN EUROPE

Jean-Yves Camus et Nicolas

Lebourg

Paris, Le Seuil, 2015, 320 pages

Les « droites extrêmes » se caractérisent par leur diversité, justifiant largement l'usage du pluriel de préférence au singulier « extrême droite ». Elles se caractérisent aussi par leur plasticité intellectuelle (dont témoigne par exemple le nazi-maoïsme d'un Franco Freda) qui s'accommode mal d'être réduite à « un point ultime de l'axe linéaire droite-gauche ». Cela ne signifie pas qu'on ne puisse leur rechercher des caractéristiques communes. La première est l'organicisme, c'est-à-dire « l'idée que la société fonctionne comme un être vivant ». Comme un être vivant, la société doit être défendue contre ce qui la menace (l'altérophobie, qui se décline selon les lieux et les époques en antisémitisme ou en islamophobie), et rassemblée autour de ce qui la constitue (l'autophilie, déclinée en suprématisme raciste ou en intégrisme religieux). Autre caractéristique : le sentiment de faire partie du camp des laissés-pour-compte (vaincus de la Révolution française, des Trente Glorieuses, de la chute du Mur, de la mondialisation...), et le désir de laver cette injustice. Au-delà de ces caractéristiques communes, les droites extrêmes peuvent se diviser en deux catégories. D'un côté les « nationaux » conservateurs et réactionnaires, qui inscrivent leur action dans le jeu démocratique. De l'autre, les « nationalistes » révolutionnaires, plus jeunes et plus violents, résolument antisystème.

Suivant une approche historique, les auteurs distinguent depuis 1945 quatre vagues de partis extrémistes de droite, qui se sont stratifiées au fil

du temps. La première vague, néofasciste, entre 1945 et 1955, se caractérise par sa proximité vis-à-vis des idéologies totalitaires des années 1930. Le MSI italien et le NPD allemand en sont issus. La deuxième correspond à une radicalisation des classes moyennes. C'est le poujadisme en France, ou les mouvements intégristes hostiles à Vatican II (l'Œuvre française, la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X). Arrivent ensuite, avec la crise, les mouvements nationaux-populistes tels que le FPÖ autrichien, la Lega Nord italienne ou le Vlaams Blok flamand. La quatrième vague, depuis 2000, a fait de la lutte contre l'immigration son cheval de bataille : le PVV de Geert Wilders aux Pays-Bas, Aube dorée en Grèce, Jobbik en Hongrie, PEGIDA en Allemagne...

Le Front national est en France un parti « attrape-tout », qui a su fédérer tous ces mécontentements. Avec Marine Le Pen, il s'est dédramatisé en écartant les fascistes les plus enragés, et déringardisé en marginalisant les catholiques intégristes. Il prospère avec la crise économique, la montée du chômage et la peur du déclassement. Mais son succès n'est pas réductible aux seuls facteurs économiques. Le serait-il, on ne comprendrait pas les différences entre des pays qui ont tous été frappés par la crise. Pourquoi l'Espagne, où le taux de chômage frise les 25 %, ne connaît-elle pas de droite extrême ? L'explication est historique : l'extrême droite y est durablement décrédibilisée par les longues années du franquisme. Mais l'explication est aussi politique : l'extrême droite se développe là où les partis de gouvernement échouent. Terrible conclusion pour la droite et la gauche françaises.

**Yves Gounin**

## **BRITAIN AND EUROPE: THE ENDGAME. AN IRISH PERSPECTIVE**

Sous la direction de Daithí O'Ceallaigh et Paul Gillespie  
Dublin, Institute of International and European Affairs, 2015, 248 pages

L'Irlande est inquiète. Le sujet du Brexit, une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, est évité autant que possible par la majorité des gouvernements européens, mais pas en Irlande. À juste titre : l'Irlande est le seul pays ayant une frontière terrestre avec le Royaume-Uni, et la situation étant toujours fragile en Irlande du Nord, l'adhésion à l'UE est perçue comme une garantie de paix. En outre, les liens économiques, culturels et sociaux entre les deux pays sont colossaux. Un Brexit viendrait troubler cet équilibre. C'est le message subliminal qui émane de cet ouvrage. Le *think tank* irlandais Institute of International and European Affairs (IIEA), à l'origine de ce projet, a réuni dix auteurs d'horizons différents pour couvrir le sujet.

L'ouvrage se compose de six grandes sections : une analyse de la situation, une présentation des scénarios envisagés, les implications pour l'Irlande, les implications pour le Royaume-Uni et pour l'UE, et des recommandations. Cette architecture permet à l'ouvrage une couverture relativement exhaustive. Certains chapitres sont particulièrement réussis, dont celui de Paul Gillespie sur l'avenir du Royaume-Uni, mais la plus-value de l'ouvrage se trouve toutefois dans les scénarios envisagés et dans l'étude de leurs implications pour l'Irlande.

Les auteurs ébauchent quatre scénarios. Le premier, irréaliste, verrait

Londres changer de cap et rejoindre la zone Schengen et l'euro. Le deuxième imagine que le Royaume-Uni s'engage davantage dans les politiques européennes, sans toutefois rejoindre l'euro. Le troisième envisage que le Royaume-Uni maintienne une posture rétive à l'égard des initiatives européennes. Le dernier suggère une sortie de l'UE. Des quatre options, deux semblent aujourd'hui plausibles (la troisième et la quatrième). La première revêt un caractère théorique. La deuxième ne paraît pas plausible avec les Conservateurs au pouvoir, et ce même si les Britanniques restent dans l'Union. Les auteurs soulignent que les options n° 3 et 4 ne présentent pas de bénéfice pour l'Irlande, tant pour ses intérêts politiques qu'économiques. Un Brexit serait, à ce titre, préoccupant pour le pays, à trois égards selon les auteurs : il pourrait saper une reprise économique encore incertaine, il pourrait fragiliser les accords de Belfast sur l'Irlande du Nord, et il isolerait l'Irlande géographiquement.

Dans l'hypothèse d'un Brexit, les auteurs énumèrent les différentes formes de relation possibles entre l'UE et le Royaume-Uni. L'intérêt, ici, est que les auteurs songent également à des coopérations différentes de celles souvent évoquées, avec la Norvège ou la Suisse par exemple. Ils estiment que l'on pourrait imaginer un nouveau modèle pour un ancien membre de l'UE. En revanche, ils n'évoquent pas l'option d'une relation ultra-minimale où l'UE et le Royaume-Uni n'auraient aucun partenariat privilégié. On peut en effet se demander si un accord sur l'accès au marché intérieur est envisageable ou si, du moins dans un premier temps, les relations UE-Royaume-Uni ne seraient pas simplement régies par les règles de l'OMC.

Cet ouvrage soulève de nombreuses questions, qui, si elles n'ont pas la même saillance dans tous les États membres, méritent d'être posées. Le débat britannique est un débat européen.

**Vivien Pertusot**

### **L'ALLEMAGNE CHANGE ! RISQUES ET DÉFIS D'UNE MUTATION**

Sous la direction de Hans Stark et Nele Katharina Wissmann  
Villeneuve d'Ascq, Septentrion,  
2015, 356 pages

Voici une belle contribution au prestige de l'Ifri et à la réputation du Cerfa ! Il s'agit d'un livre collectif composé de quinze contributions originales. Pour en faire comprendre la richesse, il faudrait reproduire intégralement la table des matières. Sans doute faut-il évoquer les chapitres les plus neufs et les plus substantiels. Ainsi l'étude de Henrik Uterwedde : «L'industrie allemande en mutation.» Ainsi le chapitre (malheureusement seul international) de Hans Stark, qui pose avec pondération et lucidité la question de la place de l'Allemagne en Europe et dans le monde, et souligne à bon droit la place des Allemands dans les organismes européens. Aujourd'hui, le prestige mondial qu'a acquis Angela Merkel avec son : «Si nous n'ouvrons pas aux malheureux, ce n'est plus mon pays», va de pair avec son discours au Bundestag prononcé le 16 décembre 2015, où elle proclame sa solidarité permanente avec la France et sa détermination à exercer, même militairement, sa solidarité avec le partenaire agressé, cela, comme le souligne Hans Stark, aux côtés d'une France à bien des égards défailante. Parmi les

sujets les plus neufs de l'ouvrage, et pas encore assez fouillés, on lira le travail de Rahild Neuburger sur la transformation numérique en Allemagne. Deux chapitres se complètent : «Le vieillissement démographique» de Harald Künemeund sert d'arrière-plan à la contribution très minutieuse et complète de Brigitte Lestrade sur l'impossible réforme des retraites.

D'autres chapitres mériteraient une discussion approfondie, impossible à mener dans un bref compte rendu. Il est cependant certain que dans «Berlin, l'aimant tant aimé» (de Sébastien Vannier), la partie sur les cicatrices du passé a tort d'omettre celles qui témoignent du massacre des Juifs, avec le musée, les *Stolpersteine*, et surtout l'énorme entassement de stèles peu conformes à la façon dont les Juifs ont été tués par le gaz ou les fusillades. Le sujet de Nele Katharina Wissmann «Islam, judaïsme et identité nationale en Allemagne» est important, mais, depuis qu'elle l'a écrit, l'afflux des réfugiés musulmans a terriblement accentué les phénomènes de généralisation et de rejet. Dans l'organisation du judaïsme, les critiques de la politique d'Israël dénoncées comme antisémites auraient pu être davantage analysées, comme, en parallèle, la normalisation d'un judaïsme porteur d'avenir, dont témoigne l'instauration d'une faculté de théologie juive à l'université de Potsdam.

L'essai de Stephan Martens sur la mémoire est particulièrement important, nourri et pertinent, mais il appelle aussi des remarques critiques. Pourquoi avoir pris au sérieux le tricheur Goldhagen et les historiens de la diplomatie allemande trouvant ce que Joschka Fischer leur avait ordonné de trouver ? Le discours du président Scheel pour le 8 mai 1975 est absent, ainsi qu'une partie importante de

la séance du Bundestag du 3 juillet 2014. La présentation de l'horreur et des Résistances, réelle depuis les années 1950, est ignorée. Et si la caserne Julius Leber est justement mentionnée, n'eût-il point fallu insister sur le fait que la République fédérale a d'abord été fondée sur une morale – ce qu'on explique aux élèves en les confrontant sans cesse à la question : « En quoi cela nous concerne-t-il encore ? » Une morale fondée sur le double rejet du nazisme et du stalinisme. Et c'est cette morale qui fait parler la chancelière à propos de l'accueil des réfugiés.

**Alfred Grosser**

### **LE GRAND REPLI. POURQUOI EN SOMMES-NOUS ARRIVÉS LÀ ?**

Nicolas Bancel, Pascal Blanchard et Ahmed Boubeker  
Paris, La Découverte, 2015,  
200 pages

À en croire les auteurs, la société française est entrée dans l'ère du Grand repli. Hantée par le spectre du déclin, elle se recroqueville sur une identité mythifiée, celle des « Français de souche », et sur la haine de l'autre. Cette idéologie raciale, sinon carrément raciste, est alimentée par le discours des élites politiques et médiatiques. Elle percole dangereusement dans la société française, alimentant une lepénisation rampante des esprits dont témoigne par exemple l'antisémitisme décomplexé d'un Dieudonné.

Les auteurs insistent sur la centralité de l'islamophobie chez les tenants du Grand repli. Les musulmans incarnent l'ennemi intérieur, d'autant plus dangereux qu'il se cache dans le corps national à protéger. Faisant fonds des travaux

de Thomas Deltombe, de Mathieu Rigouste et de Bertrand Godard, ils séquentent cette phobie en trois périodes. Les premières vagues d'immigration maghrébine pendant les Trente Glorieuses sont l'ère du mépris : les musulmans n'ont pas droit de cité dans la république gaullienne et pratiquent leur religion en cachette. Avec la crise, la fin de l'immigration économique, la sédentarisation des familles maghrébines et sahéliennes, naît le temps du soupçon : les croyants, dont la foi devient plus visible, sont suspectés de constituer la « cinquième colonne » d'un islam téléguidé de l'étranger. L'échec de la gauche, comme de la droite, à structurer l'islam de France conduit à la période actuelle : l'ère de la peur. Cette peur s'exprime à travers ce que les auteurs qualifient, non sans outrance, de « rage laïcarde ».

Le Grand repli fonctionne comme un système de poupées russes ou de vases communicants. La laïcité cache en fait l'exclusion de l'islam. Le « problème musulman » renvoie à la crise des banlieues. La ghettoïsation, l'apartheid géographique sinon racial, fait ressurgir un imaginaire colonial. Ce dernier point est le plus stimulant et le plus polémique de ce travail. Depuis une quinzaine d'années les auteurs explorent, dans des publications dont on a ici rendu compte ici<sup>1</sup>, la rémanence du fait colonial. L'immigré aujourd'hui, disent-ils, est traité comme le colonisé hier. L'inquiétude qu'il inspire justifie qu'un traitement dérogatoire lui soit appliqué : ses droits civiques (le droit de vote), individuels (la liberté religieuse), sociaux (le droit au travail, à un logement décent) sont bafoués. Une même « situation coloniale » – au sens où l'entendait Georges Balandier – perdure entre des citoyens et des

1. *Politique étrangère*, n° 4/2010, p. 912-918.

indigènes qui vivent côte à côte mais pas ensemble.

Comment sortir du Grand repli ? Comment restaurer le vivre ensemble ? Les auteurs et leurs collègues de l'Association pour la connaissance de l'histoire de l'Afrique contemporaine (ACHAC) le répètent sans être entendus : en évoquant sans fard le passé colonial de la France afin que tous les enfants de la République s'y reconnaissent. Ce « passé qui ne passe pas » doit être enseigné dans les écoles : la réforme des programmes scolaires, qui laisse plus de place à l'histoire de la colonisation, va dans le bon sens. Il doit être montré dans les musées : après l'inauguration du mémorial ACTe en Guadeloupe, reste à espérer qu'un lieu de mémoire soit inauguré en métropole, qui ne cède ni à la nostalgie ni à la repentance.

**Yves Gounin**

## **LE TESTAMENT DU KOSOVO. JOURNAL DE GUERRE**

Daniel Salvatore Schiffer  
Monaco, Éditions du Rocher, 2015,  
516 pages

Ce livre est le journal de guerre d'un intellectuel venu au Kosovo. Un témoignage. Pendant plusieurs années Daniel Salvatore Schiffer, professeur de philosophie, a suivi les guerres dans l'ex-Yougoslavie et, au moment de la guerre du Kosovo, s'est exprimé contre les bombardements de l'OTAN sans mandat de l'ONU. Ses positions favorables à la Serbie lui ont valu d'être invité par le gouvernement serbe. Bénéficiant d'un soutien logistique et d'accompagnateurs-gardes du corps, donnant conférences et entretiens à la télévision et dans les journaux serbes,

Daniel Schiffer a parcouru Serbie et Kosovo d'avril à juin 1999, pendant l'intervention militaire. Dans un journal dont il n'a pas voulu réviser le texte pour la publication 15 ans après, l'auteur décrit les bombardements, les dommages matériels et humains causés, les souffrances subies par tous, Serbes et Albanais, et les hôpitaux victimes de fréquentes coupures de courant et manquant de matériel et de médicaments, du fait de l'embargo. Il a été lui-même blessé lors un bombardement, où un de ses accompagnateurs a été tué. Le courage de Schiffer, tout comme celui des correspondants de journaux belges, italiens et britanniques qui l'accompagnaient parfois, est indéniable.

Mais ce journal de guerre n'est pas une analyse. Daniel Schiffer a vu ce que le gouvernement serbe voulait lui montrer. Les entretiens qui lui ont été ménagés l'ont été avec des maires serbes ou des personnalités proches du gouvernement, y compris au Kosovo où tous les maires étaient serbes alors que 90 % de la population était albanaise. Et, malgré cela, au fur et à mesure du déroulement de son voyage, l'auteur se rend compte qu'il a été naïf et instrumentalisé. Il s'aperçoit, en voyant les destructions systématiques des maisons des Albanais auxquelles procède l'armée serbe, que l'épuration ethnique, à laquelle il ne croyait pas avant son voyage, existe bien. Il se rend compte que les atrocités sont commises par les deux camps, et ne sont pas l'apanage des Albanais. Il pense enfin « qu'après cinq siècles d'occupation ottomane, les diverses guerres balkaniques, 50 ans de dictature communiste et 10 ans d'embargo et de "démonisation planétaire", les Serbes souffrent d'un complexe de persécution et d'une paranoïa malade ».

Schiffer, tout en étant l'ami des Serbes, ne se fait pas d'illusions. Il est convaincu

que la politique de Milosevic conduit la Serbie à la catastrophe. Il a, déclare-t-il, souvent été tenté de « leur prodiguer des conseils amicaux », mais, ajoute-t-il, « en vain car ils n'écoutent personne et se contentent de se draper dans leur orgueil national, se complaisant à se remémorer indéfiniment, sempiternellement leurs exploits guerriers d'antan, et n'en font, têtus et renfrognés, parfois ridicules, qu'à leur tête ». Ce journal est donc aussi l'histoire d'une désillusion.

Se définissant comme un idéaliste romantique, dans la lignée d'un Byron qui, luttant pour la liberté de la Grèce, est mort à Missolonghi en 1824 à l'âge de 36 ans, Daniel Schiffer prend la pose du héros habité par la tristesse et obsédé par le néant et la mort, tout en ne refusant pas la lumière des projecteurs et les feux de la rampe.

Ce livre courageux par son honnêteté et ses prises de position allant à l'encontre de l'opinion reçue, aurait sans doute gagné si la personnalité flamboyante de l'auteur avait moins mobilisé les devants de la scène.

**Jean-Christian Cady**

## RUSSIE/NEI

### **LE TSAR C'EST MOI. L'IMPOSTURE PERMANENTE D'IVAN LE TERRIBLE À VLADIMIR POUTINE**

Claudio Ingerflom  
Paris, Presses universitaires de France, 2015, 520 pages

Comme son titre l'indique, ce livre porte sur un phénomène connu mais

peu étudié, l'apparition, à partir de la mort d'Ivan IV (le Terrible), d'imposteurs autoproclamés tsars, le plus connu restant sans doute le « faux Dimitri », Grichka Otrepev, moine défroqué qui se fit passer pour le fils d'Ivan lors du « temps des troubles » et un des héros de l'opéra *Boris Godounov*. Par la suite, l'histoire russe redoublant ces temps d'incertitudes engendrés par les crises de succession ou la répétition d'actes tragiques, le pays voit la multiplication de ce phénomène après le décès de Pierre le Grand en 1725 jusqu'aux révolutions du xx<sup>e</sup> siècle et au début de l'ère soviétique.

On assiste au défilé de prétendants au trône, pour la plupart de classes populaires, cosaques, paysans, bas-clergé, qui expriment à leur manière les revendications de leur temps, rejet du servage et des impôts trop lourds, défiance envers les boyards qui accaparent le pouvoir civil et religieux. Ils reflètent autant le rejet de réformes incomprises, comme celle du rite orthodoxe en 1653, provoquant un schisme majeur, ou encore la collectivisation bolchévique. L'auteur nous invite ainsi à revisiter de fond en comble l'histoire même de la Russie. Pour cela, l'historien se fait linguiste et revient sur les concepts clés de l'historiographie russe, souvent mal compris. Il réinterprète des épisodes marquants, comme la « mascarade » d'Ivan IV, intronisant comme tsar Siméon, noble Mongol à peine converti à l'orthodoxie ou l'étonnant « Tout-comique et Tout-ivrogne Concile », singulier double de la Cour créé par Pierre le Grand en 1691 et qui fonctionnera jusqu'à sa mort. Loin de ranger ces phénomènes au rang de lubies de jeunes tsars parvenant tout juste au pouvoir, Ingerflom nous invite à repenser leur signification,

comme celle de la révolte de Stenka Razine, superbement décapée des études antérieures à l'aide d'une connaissance pointilleuse des analyses russes et étrangères, ainsi que des sources, jusqu'aux toutes récentes découvertes extraites des archives.

En mettant en parallèle l'origine de ces « autoproclamés » et le recours récurrent à l'inversion des genres (l'inversion « jouée » des ordres établis utilisée à plusieurs reprises par le monarque pour imposer le nouvel ordre voulu par lui), l'auteur nous invite à une passionnante relecture des tournants de cette histoire. Il éclaire d'un nouveau jour l'établissement de l'autocratie sous Ivan le Terrible, puis la singulière ouverture du pays aux influences étrangères sous Pierre le Grand, qu'Ingerflom interprète non comme une occidentalisation mais comme la fixation du régime autocratique, dans une distinction durable avec l'évolution occidentale, celle qui oppose les monarchies éclairées européennes à l'absolutisme divin russe.

Hors le titre, il n'est pratiquement pas question de Poutine dans ce livre. Mais on pardonne à l'auteur ce « renversement » : il éclaire d'un jour nouveau plusieurs moteurs essentiels de l'histoire russe qui demeurent d'actualité : le rapport à la magie et la complexité des relations entre religion/religieux et pouvoir, la lente maturation du fait politique dans une société toujours hétérogène, le recours permanent à une histoire sans cesse « fabriquée », aussi bien par les dirigeants que par les historiens. Et cette réflexion sur l'histoire en gestation est certainement l'un des apports essentiels du livre d'Ingerflom.

**Jean Radvanyi**

## **FRONTLINE UKRAINE. CRISIS IN THE BORDERLANDS**

Richard Sakwa

Londres, I.B. Tauris, 2015,  
320 pages

La crise en Ukraine, qui affecte l'ensemble du voisinage partagé européen depuis plus de deux ans, a mis à jour d'intenses divisions entre la Russie et l'Union européenne. Richard Sakwa présente justement l'Ukraine comme un espace géographique de confrontation entre les grandes puissances. L'ouvrage propose un compte rendu particulièrement bien documenté de l'histoire de la crise ukrainienne, et notamment des événements de Maïdan et de Crimée. L'analyse s'arrête toutefois en septembre 2014.

Pour l'auteur, les causes de la crise depuis fin 2013 ne sont autres qu'une explosion, présentée comme inévitable, née de la confrontation entre deux modèles de représentation contradictoires de l'État ukrainien : un modèle « moniste », nationaliste et unitaire, contre un modèle « pluraliste » et civique. À cela se superpose une double dimension géographique propre à l'Ukraine (la division « Est/Ouest ») et contingente à la politique internationale (affrontement par procuration entre l'Europe et la Russie). On ferait donc face, selon Sakwa, à deux crises combinées : une crise « de l'Ukraine », soit un choc entre les structures politiques internationales, et une crise « ukrainienne », à savoir la rupture des contradictions internes et leur internationalisation à partir de 2014.

Mais pour l'auteur, ce sont surtout deux idées de l'Europe qui s'affrontent en Ukraine : un projet bruxellois soutenu par l'OTAN d'Europe élargie (« Wider Europe »), et un projet russe

de «Grande Europe» continentale. La confrontation entre les deux projets expliquerait l'action révisionniste russe en Europe. Adoptant une vision néoréaliste offensive parfaitement assumée, Sakwa estime que la Russie a mené en Ukraine une «audacieuse affirmation de son indépendance», et y disposerait de représentations sécuritaires considérées comme légitimes.

Les conséquences de la crise en Ukraine sont considérables pour le chercheur et ont mis à jour le «pourrissement» de la diplomatie contemporaine, avec des États-Unis tirillés par la logique de guerre froide et une Union européenne incapable de gérer la crise. Mais ce sont surtout la diabolisation du régime poutine et la rhétorique internationale contre une Russie présentée comme une puissance «défensive» que Sakwa déplore particulièrement. Cette situation aurait créé non pas une nouvelle guerre froide mais une «paix froide» attestant de la fragilité de l'ordre international actuel.

L'ouvrage montre rapidement ses limites analytiques. D'abord parce que l'auteur évite tout simplement d'aborder la question de la présence de troupes russes dans le Donbass ukrainien et le rôle de Moscou dans l'instrumentalisation du séparatisme local. La question étant trop controversée, elle est évacuée à la marge, le chercheur reconnaissant plutôt les «aspirations séparatistes» du Donbass et son «printemps russe». Ensuite, parce que la notion de Grande Europe, idéologiquement très connotée par l'utilisation que le Kremlin en fait aujourd'hui, n'est pas clairement définie et est présentée de manière déterministe : si Sakwa estime qu'une réconciliation entre l'Europe élargie et la Grande Europe est nécessaire, il manque de dévoiler la marche à suivre vers ce qu'il nomme un «ordre politique

et sécuritaire équitable et inclusif». Enfin, la facilité déconcertante avec laquelle le chercheur rejette le blâme intégral de la crise ukrainienne sur l'Union européenne semble simpliste.

**Mathieu Boulègue**

## MOYEN-ORIENT

### LES ARABES, LEUR DESTIN ET LE NÔTRE. HISTOIRE D'UNE LIBÉRATION

Jean-Pierre Filiu

Paris, La Découverte, 2015,

250 pages

Dans ce livre dense, Jean-Pierre Filiu nous offre une fresque brillante et engagée sur le monde arabe et l'histoire de sa libération, pour reprendre le sous-titre de l'ouvrage. Le livre s'ouvre sur «le prologue français», l'expédition de Bonaparte en Égypte en 1798, «choc fondateur» de la modernité dans un monde arabe qui connaît une renaissance, la *nahda*, au cours d'un très long XIX<sup>e</sup> siècle. Il se termine par l'évocation des printemps qui, en 2011, renouent avec les Lumières arabes occultées par des régimes autocratiques. La *nahda* est ainsi un fil conducteur qui permet de mieux comprendre le monde arabe d'aujourd'hui. L'ouvrage souligne également le rôle joué par les chrétiens dans cette renaissance, mais aussi dans la fondation du parti Baas.

Dans le chapitre «La paix de toutes les guerres», consacré au démantèlement de l'Empire ottoman par la France et la Grande-Bretagne, l'auteur estime que les décisions de cette époque contenaient en germes les éléments du chaos actuel. «Un siècle plus tard

nous payons encore, en termes de retombées des crises moyen-orientales, le prix de notre décision de soumettre les Arabes plutôt que de nous les associer. » Ainsi cette paix est-elle organisée sans les Arabes, malgré les promesses, d'ailleurs contradictoires, faites notamment au chérif Hussein, qui menait la Révolte arabe. Mais à la Conférence de San Remo de 1920, la Grande-Bretagne et la France imposent des mandats en découpant la Grande Syrie en plusieurs entités. Par ailleurs, la Déclaration Balfour promettant un foyer juif est incorporée dans le mandat sur la Palestine. Cette nouvelle organisation du Proche-Orient est contestée dès le départ, notamment par le Congrès national syrien, et débouche régulièrement sur des troubles graves.

L'auteur souligne à juste titre l'importance de l'année 1979, point de départ d'un basculement lourd de conséquences : la révolution en Iran, le traité de paix entre Israël et la seule Égypte, l'attaque par des fondamentalistes de la grande mosquée de La Mecque, l'invasion de l'Afghanistan et le djihad mené conjointement, pour lutter contre les troupes soviétiques, par l'Arabie Saoudite et les États-Unis, sont autant d'événements dont les suites expliquent la situation présente.

Les révolutions qui se développent à partir de janvier 2011 dans le monde arabe à la stupéfaction générale ouvrent un nouveau chapitre : initiées par les jeunes, ces révolutions mettent en cause le *nizam*, c'est-à-dire tout à la fois les systèmes de pouvoir et les régimes. À ces révolutions s'opposent des contre-révolutions qui conduisent à des situations chaotiques dont on ne voit pas la fin. La tragédie syrienne en est l'illustration la plus évidente. Dans ce chaos, les groupes djihadistes prospèrent. Quant à la politique française,

elle semble fluctuer depuis 2011 entre un interventionnisme brouillon et une certaine passivité. Elle continue d'hésiter entre la promotion de la démocratie comme en Tunisie, et le soutien aux contre-révolutions comme le montre l'étroitesse des liens noués avec l'Arabie Saoudite ou l'Égypte. Cependant Jean-Pierre Filiu entrevoit quelques lueurs d'espoir : l'essoufflement des dictatures arabes, l'épuisement de leurs finances, l'implosion du totalitarisme de Daech, plus subi que choisi. Cela suffira-t-il à faire apparaître des régimes démocratiques dans un monde arabe en quête de stabilité ?

**Denis Bauchard**

## **RÉVOLUTION ET ÉTAT DE VIOLENCE. MOYEN-ORIENT 2011-2015**

Hamit Bozarslan  
Paris, CNRS Éditions, 2015,  
304 pages

Le cinquième anniversaire de l'immolation de Mohamed Bouazizi le 17 décembre 2010 et de l'exil forcé du président Ben Ali le 14 janvier 2011 est passé inaperçu. Comme si l'espoir qui s'était levé en Tunisie était aujourd'hui retombé, la révolution dégénérait en un état de violence généralisé.

C'est le constat pessimiste que dresse Hamit Bozarslan dans la continuité de ses précédents travaux sur le Moyen-Orient. Revenant sur le printemps arabe, il souligne sa soudaineté. À l'instar de la chute du Mur en 1989, il était prévisible mais imprédictible : le pouvoir était en crise (leaders vieillissants et impopulaires, « capitalisme des copains », revendications sociales de plus en plus virulentes...) mais semblait solidement arrimé (la

croissance économique était satisfaisante, des élections venaient d'avoir lieu, la question sociale était sous-traitée aux organisations islamistes).

Pourquoi le printemps arabe a-t-il éclaté en Tunisie et en Égypte ? Pourquoi entraîna-t-il la chute du régime dans ces deux pays ? Pourquoi ne s'étendit-il pas au reste de la région ? Hamit Bozarslan consacre le plus long chapitre de son livre aux « effets de domino de 2011 ». L'expression doit être maniée avec prudence. Certes, en écho au renversement de Ben Ali et de Moubarak, la « rue arabe » s'est embrasée, du Maroc au Bahreïn en passant par Benghazi et Alep. Mais l'histoire des années 2011-2015 est celle d'une renationalisation du printemps arabe, chaque État gérant à sa façon la contestation : le Maroc de Mohamed VI en donnant l'impression de lâcher du lest sans rien lâcher en réalité, la Libye de Kadhafi et la Syrie d'Assad en ouvrant le feu contre la rébellion au risque d'internationaliser le conflit et d'y perdre le pouvoir, l'Arabie Saoudite et l'Algérie en utilisant la rente pétrolière pour faire taire les revendications, etc.

Pour décrire la situation post-révolutionnaire Hamit Bozarslan emprunte au philosophe Frédéric Gros la notion d'« état de violence » caractérisé par le brouillage des catégories : guerre/ paix, acteurs armés étatiques non étatiques. De Libye en Irak, de Syrie au Yémen, tous les pays connaissent les mêmes phénomènes : la disparition des appareils d'État, la « milicianisation » du pouvoir, la fragmentation territoriale, l'effondrement des sociétés, leur précaire reconstitution autour de la confession et de la tribu... Même la Tunisie et l'Égypte, passées l'ivresse du moment révolutionnaire et la mise en place d'un processus démocratique qui conduit à la victoire électorale

des partis islamistes, connaissent une réaction thermidorienne et le retour au pouvoir d'élites associées à l'ancien régime.

Au terme de ce tour d'horizon, une conclusion paradoxale s'impose. D'un côté, le Moyen-Orient par les problématiques qu'il génère continue son expansion entamée dans les années 1980 vers l'Est (Iran, Afghanistan) puis dans les années 1990 vers l'Ouest (Algérie). L'élargissement post-2011 ne s'est pas réalisé en Asie mais au Sud vers l'Afrique. C'est en Somalie, au Nigeria, au Mali autant qu'en Syrie-Irak que le djihad enregistre ses premières tentatives encore imparfaites de territorialisation. De l'autre, l'éclatement des cadres étatiques et la reconstitution des sociétés ont conduit au repli des identités au point de faire perdre à la notion de Moyen-Orient sa pertinence.

**Yves Gounin**

## **UN AMBASSADEUR DANS LA RÉVOLUTION TUNISIENNE**

Pierre Ménat

Paris, L'Harmattan/Éditions Pepper, 2015, 288 pages

La révolution tunisienne a été l'un des fiascos marquants de la politique étrangère du président Sarkozy. Alors que Ben Ali faisait face, non pas à une révolte mais à une révolution, Michèle Alliot-Marie, ministre des Affaires étrangères, proposait à l'occasion d'une question d'actualité à l'Assemblée nationale le 11 janvier 2011, de développer avec le gouvernement tunisien une coopération dans le domaine du maintien de l'ordre. Trois jours plus tard, le président tunisien quittait

précipitamment Tunis. Très vite en France une campagne, manifestement orchestrée, se développe. *Le Monde* évoque «l'aveuglement de l'ambassadeur» ; un éditorial de *L'Express* met en cause les diplomates «perclus d'archaïsme», qui «n'ont rien vu venir».

Pierre Ménat, en poste au moment de la révolution tunisienne, a gardé le silence en raison de son devoir de réserve. Très choqué par cette campagne et ce qu'il appelle son «renvoi», il publie aujourd'hui un livre qui est à la fois un plaidoyer et un témoignage sur les jours difficiles qu'il a connus à Tunis en janvier 2011.

Son livre est intéressant à bien des points de vue. L'auteur donne sa part de vérité sur les événements qu'il a vécus à un endroit stratégique. Il souligne tout d'abord que si ses télégrammes avaient été divulgués par un *Wikileaks* à la française, on aurait retrouvé une analyse tout à fait comparable à celle de son collègue américain dont on a loué la clairvoyance. Il souligne que, contrairement à ce que l'on pouvait croire à l'époque, les relations étaient mauvaises entre la France et la Tunisie, ce qui se répercutait naturellement au niveau des relations de l'ambassadeur avec le pouvoir tunisien, placées sous le signe de la méfiance.

Le déroulement des événements qui se succèdent entre le 17 décembre 2010, jour de l'immolation par le feu de Mohamed Bouazizi, et le 14 janvier 2011, date du départ précipité de Ben Ali, est décrit de façon précise. Pierre Ménat justifie le contenu du télégramme écrit au paroxysme de la crise, qui a fuité de façon malveillante et tronquée. Il estime que la chute du régime a été accélérée par une série de maladresses, dont le président lui-même est responsable. Il s'interroge

sur le caractère précipité du départ de Ben Ali et pense qu'en définitive celui-ci a sans doute été poussé dehors par le système lui-même, à travers le général Serhati, responsable de la sécurité présidentielle, de façon à sauver le régime en se débarrassant du président.

Ce livre présente un autre aspect tout aussi intéressant avec la description des «grandeurs et servitudes» du métier diplomatique. Le lien avec l'Élysée et le «Département», la préparation de la mission, la définition d'un plan d'action, le caractère fluctuant voire contradictoire des instructions reçues ou leur absence, sont autant d'éléments qui rendent le métier tout à la fois difficile et gratifiant. Avec beaucoup de dignité, il rend un hommage appuyé à son équipe et se garde de mettre en cause les véritables responsables de ce fiasco diplomatique. Ce livre très personnel, par-delà le témoignage qu'il apporte sur l'histoire récente de la Tunisie, constitue une description documentée et une réflexion lucide sur le métier diplomatique, notamment face à une crise grave.

**Denis Bauchard**

## LE HAMAS ET LE MONDE

Leïla Seurat

Paris, CNRS Éditions, 2015,

344 pages

Cet ouvrage, qui porte sur la politique étrangère du Hamas de 2006 à 2015, s'inscrit en faux contre l'idée selon laquelle l'idéologie («islamiste») du mouvement déterminerait ses intérêts et orientations diplomatiques. Il démontre, au contraire, sa faculté d'adaptation aux changements des contextes institutionnel et politique, à

l'échelle locale comme régionale, et sa capacité au pragmatisme et à la négociation de compromis. Leïla Seurat a réalisé des entretiens approfondis avec plusieurs personnalités du mouvement, parlementaires élus dans la bande de Gaza, figures majeures du pôle extérieur du mouvement (basé en Syrie entre 1999 et 2011), conseillers politiques accompagnant les cadres dirigeants dans leurs déplacements à l'étranger. Elle s'est également appuyée sur des sources écrites en langue arabe, notamment les journaux proches du mouvement, le site internet du ministère des Affaires étrangères de l'Autorité palestinienne et les rapports internes du Conseil législatif sur la diplomatie des parlementaires.

L'ouvrage apporte ainsi un foisonnement d'informations novatrices, que l'on peine à classer et retenir faute d'un travail d'analyse suffisant. On regrette ainsi le manque de contextualisation historique, qui empêche le lecteur de comprendre les continuités et changements dans les positionnements et modalités d'action du Hamas. On ne comprend notamment pas pourquoi rien n'est dit sur les relations que le mouvement entretient avec «le monde» entre le début des années 1990 et 2006-2007 (période où Leïla Seurat démarre son analyse), alors que l'auteur situe «l'acte de naissance de la politique étrangère du Hamas» en 1992, lorsque l'État d'Israël expulse les principaux dirigeants du mouvement de la bande de Gaza vers le Sud-Liban. Sans doute cette remise en perspective historico-politique aurait-elle permis de sortir de la revue d'actualité plutôt factuelle, et d'interroger le positionnement du Hamas à l'égard des États-Unis et de l'Union européenne, ainsi que des bailleurs de fonds internationaux, très impliqués dans le soutien politique et financier au

processus de paix israélo-palestinien – étonnamment passé sous silence.

L'auteur situe son étude dans l'actualité très immédiate, en partant de la victoire du Hamas aux législatives de 2006, et montre comment la rhétorique et le positionnement du mouvement à l'international ont évolué à l'aune des printemps arabes de 2011. Les relations qu'elle étudie le plus sont celles que le mouvement entretient avec son environnement proche (Israël bien sûr, mais aussi l'Égypte, la Jordanie et l'Iran). Elle éclaire les controverses ou débats internes dont se saisissent les cadres du Hamas lors de moments «clés» pour le mouvement. De ce point de vue, les passages sur les perceptions et appréhensions de la trêve avec Israël sont enrichissants, comme ceux consacrés à la construction des «victoires militaires» sur Israël et aux alliances avec l'Iran.

Au final, ce livre présente un intérêt pour tous ceux qui cherchent à sortir des représentations dépréciatives portées sur le Hamas, comme sur d'autres acteurs de la région, en rappelant que l'idéologie d'un acteur n'est jamais statique, mais ne prend sens que rapportée à un contexte donné, ainsi qu'aux agissements de ceux qui l'entourent.

**Aude Signoles**

**THE ISIS APOCALYPSE: THE HISTORY, STRATEGY, AND DOOMSDAY VISION OF THE ISLAMIC STATE**

William McCants

New York, St. Martin's Press, 2015, 256 pages

En l'espace de deux ans, l'État islamique (EI) a généré une abondante littérature. Cet ouvrage propose de mettre

en lumière une dimension peu ou mal comprise de l'organisation : sa rhétorique apocalyptique. McCants prend soin de souligner la particularité tant idéologique qu'opératoire de l'EI : le groupe est en effet le premier acteur depuis la chute de l'Empire ottoman à prétendre au statut de califat.

Il en ressort plusieurs clés de compréhension de l'EI. Tout d'abord, si l'EI est bien un descendant d'Al-Qaïda en Irak, sa stratégie s'en est dès le début distanciée. Ainsi, rappelle l'auteur, Ben Laden et Zawahiri ne proclamèrent jamais un califat qui devait, à leurs yeux, n'advenir qu'une fois les musulmans rassemblés contre l'impérialisme occidental. De plus, les attaques visant directement des musulmans en Irak et Syrie étaient jugées contre-productives par les leaders d'Al-Qaïda. L'EI, pour sa part, n'hésite pas à conquérir ses territoires par une campagne de terreur, et non de séduction, des populations.

Cela nous conduit à un phénomène particulièrement intéressant vers 2013-2014. L'émergence de l'EI et son ralliement par de nombreux djihadistes d'Al-Qaïda ont été entourés de débats internes et de controverses relayés par les réseaux sociaux, comme jamais cela n'avait été le cas dans l'histoire du terrorisme islamiste. Alors qu'Al-Qaïda prenait soin de contrôler les dissensions internes, les allégeances à Daech et les critiques à l'égard des autres mouvements (Jabhat Al-Nusra notamment) furent largement diffusées et discutées sur la toile. Il s'agit là aussi d'une dimension fondamentale de l'EI : son attention méticuleuse apportée à la propagande de masse.

Pour autant, le succès médiatique de cette campagne de l'EI et le flux sans précédent de combattants à ses

côtés ne peuvent se comprendre sans la rhétorique apocalyptique qui l'entoure. McCants détaille celle-ci, en montrant comme la proclamation du califat, les références à « Rome », ou encore la mention de la ville syrienne de « Dabiq », sont autant d'éléments s'appuyant sur une croyance en la fin des temps annoncée dans les textes sacrés. L'auteur souligne comment cette eschatologie de l'EI émerge à la suite des révolutions arabes, qui ont elles-mêmes engendré de nombreuses théories populaires sur la fin des temps.

Dans le même temps, McCants souligne bien aussi la lecture cursive des textes sacrés par les idéologues de l'EI. Les crimes infligés et leur mise en scène sont ainsi justifiés par des références contestables à des *hadiths* tandis que toute contradiction possible est écartée – notamment sur l'interdiction de fumer qui ne trouve tout simplement aucun fondement dans le corpus religieux. Parce que ce messianisme s'ancre dans une lecture biaisée de l'islam, le discours de l'EI attire des masses de jeunes enclins à se sacrifier pour des idées, ou autrement fascinés par la symbolique apocalyptique.

Au-delà, la grande question qui subsiste à la fin de l'ouvrage est celle de la rationalité de l'EI : comment concilier la foi en une fin des temps islamique et la rationalité que suppose l'exercice du pouvoir sur des territoires ? La question est un défi tant pour l'organisation elle-même – qui cherche à préserver ses conquêtes – que pour la France et ses alliés – qui cherchent à détruire le groupe.

**Jean-Loup Samaan**

## LA QUESTION DE PALESTINE. TOME V : 1982-2001. LA PAIX IMPOSSIBLE

Henry Laurens

Paris, Fayard, 2015, 888 pages

Avec cet ouvrage, Henry Laurens mène à bien la somme commencée en 1999 sur *La Question de Palestine*. Le titre de ce cinquième tome est *La Paix impossible*. En réalité, le livre couvre la période de tous les espoirs – les pessimistes diraient sans doute de toutes les illusions – mais aussi de l'échec. Il s'ouvre sur l'offensive initiée en 1982 par Ariel Sharon, ministre de la Défense qui amène Tsahal jusqu'à Beyrouth pour à la fois détruire l'infrastructure de l'OLP et installer Bechir Gemayel comme président ; il s'achève avec la réunion de Taba en janvier 2001 sur un constat d'échec. Mais l'auteur garde quelque espoir. Citant le mot d'un diplomate qui parle d'un « non-achèvement », il n'exclut pas qu'une négociation puisse reprendre au XXI<sup>e</sup> siècle, sur les bases des « paramètres de Clinton » et du relevé de Moratinos qui résume les acquis de cette ultime négociation.

Un temps fort du livre est la description des négociations qui devaient aboutir aux accords d'Oslo. L'auteur a pu reconstituer la façon dont ces contacts secrets ont été initiés et se sont développés sous les auspices de Terje Larsen, directeur d'une ONG norvégienne proche du ministère des Affaires étrangères. La négociation est menée dans la plus grande discrétion tant du côté israélien que palestinien, à l'insu tout au moins au début des États-Unis, voire de l'*establishment* militaire et sécuritaire israélien. Les accords rendus publics suscitent un immense espoir : la perspective d'une paix devient crédible. Mais la mise en œuvre se révèle plus laborieuse que prévue. L'assassinat d'Ytzhak Rabin en 1995 éclaire l'existence de forces violentes et foncièrement

hostiles au processus de paix. Pourtant, les acquis d'Oslo étaient modestes : ils prévoyaient une procédure plus qu'ils ne traitaient le fond des problèmes. La perspective de création d'un État palestinien, de même que la question posée par l'extension des colonies, n'étaient pas évoquées dans ces accords.

Les péripéties de la négociation de la dernière chance, avec l'engagement personnel du président Clinton, font l'objet également d'un ample développement. De fait, malgré des avancées certaines, la négociation butte sur des obstacles majeurs, dont le principal est la question de Jérusalem, revendiquée de part et d'autre comme capitale. La responsabilité de l'échec a fait l'objet de controverses alimentées du côté israélien par Ehoud Barak, qui dénonce l'attitude d'Arafat, lequel « a délibérément choisi le terrorisme ». Du côté américain, on impute aussi cet échec à la partie palestinienne, mais un des négociateurs américains, Robert Malley, ne manquera pas de faire observer que les torts étaient au moins partagés.

Le livre refermé, on ne peut que souscrire pleinement au titre retenu par l'auteur. La paix était-elle possible ? Rétrospectivement, on peut en douter. S'il est difficile de réécrire l'histoire, il n'est pas sûr que Rabin vivant le processus ait pu être mené à bien, compte tenu de la détermination des forces hostiles à un tel processus et des réserves de l'*establishment* militaire et sécuritaire, révélées dans ses mémoires par Ephraïm Levy, ancien responsable du Mossad. Le présent ouvrage, solidement étayé par une documentation de première main, restera une référence pour comprendre l'impasse dans laquelle se trouve la question palestinienne, et qui rend la création d'un État palestinien problématique.

**Denis Bauchard**